



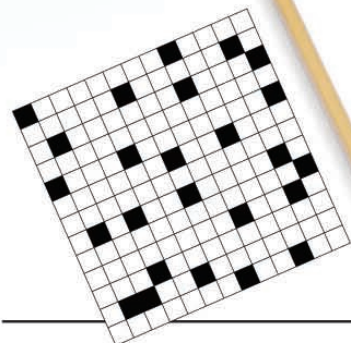
**STÉPHANE LAPORTE >**  
La logique des chansons *page A5*

**LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE >**  
PIERRE LASSONDE *page A14*



**Visite guidée: à nature city avec Luc de La Rochellière**

Cahier L'été, page B1



**La supergrille**

Page C11

**Despatie rate sa 3<sup>e</sup> médaille d'or à Manchester**

Cahier Sports, page S3



MONTRÉAL | DIMANCHE 28 JUILLET 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118<sup>e</sup> ANNÉE > NO 273 > 54 PAGES > 4 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

| HÔTELS |  
**La CSN veut un mandat de grève illimitée**

SÉBASTIEN RODRIGUE

LES SYNDICATS affiliés à la CSN dans le secteur de l'hôtellerie à Montréal augmentent la pression sur leurs employeurs en proposant dès la semaine prochaine l'adoption d'un mandat de grève générale illimitée dans le but d'imposer une entente identique à celle obtenue au Hilton Laval jeudi dernier.

Environ 3000 employés répartis dans 14 hôtels de la région de Montréal ont débrayé durant 24 heures vendredi et se prononceront sur un nouveau mandat de grève d'ici vendredi prochain. Ils sont donc tous rentrés au travail dès 6 h hier matin, sauf au Crowne Plaza Montréal centre, où l'employeur a déclenché un lock-out.

À ce sujet, le président de la Fédération du commerce-CSN, Jean Lortie, a aussitôt dénoncé l'utilisation de briseurs de grève et promis des représailles juridiques : « Nous allons exercer tous les recours judiciaires prévus dans la loi anti-briseur de grève, en vertu de la conciliation prévue au processus de relations du travail au ministère du Travail. »

Voir CSN en A2



**Tragédie en Ukraine**

Un avion s'écrase pendant un spectacle aérien: 78 morts

d'après Associated Press

LVIV — CATASTROPHE en plein meeting aérien hier à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine: un avion de chasse Soukhoï qui effectuait une démonstration en vol s'est écrasé dans la foule des spectateurs avant d'exploser, faisant au moins 78 morts et 138 blessés, selon les autorités. C'est l'un des accidents les plus meurtriers jamais survenus au

cours d'un spectacle aérien. Ce bilan pourrait encore s'alourdir, de nombreux blessés se trouvant dans un état critique, a précisé le ministère des Situations d'urgence.

Les deux pilotes, eux, sont vivants. Ils ont réussi à s'éjecter de l'avion, selon le ministère de la Défense, juste après que l'appareil eut touché le sol une première fois avant de s'écraser sur la foule de plusieurs centaines de spectateurs.

Le président de l'Ukraine, Leonid Kouchma, qui a interrompu ses vacances en Crimée, est arrivé dans la soirée sur les lieux de la catastrophe, à l'aérodrome Sknyliv de Lviv, où il a promis l'aide de l'État aux familles des victimes. « Nous veillerons à ce que chaque famille reçoive de l'aide.

Voir TRAGÉDIE en A2



Dans cette saisissante séquence (photos du haut), on aperçoit le Soukhoï quelques instants avant l'écrasement, puis l'explosion qui a suivi. Sur la photo du bas, un sauveteur reconforte un enfant blessé.

Photos AP, Reuters et AFP

**Le pape demande aux jeunes de bâtir une nouvelle civilisation**

d'après AFP et PC

TORONTO — Jean Paul II a demandé aux jeunes d'être les « bâtisseurs » d'une « nouvelle civilisation à l'enseigne de la liberté et de la paix », lors de la traditionnelle veillée de prières de la Journée mondiale de la jeunesse (JM), hier soir au parc de Downsview Lands, à Toronto.



Photo CP  
Jean-Paul II

« L'attente que l'humanité nourrit au milieu de tant d'injustices et de souffrances est celle d'une nouvelle civilisation à l'enseigne de la liberté et de la paix », a affirmé le vieux pape malade aux centaines de milliers de jeunes participants à la 17<sup>e</sup> JM.

Voir PAPE en A2

**Les archives de Robert Bourassa n'ont pas été retrouvées**

FRÉDÉRIC BASTIEN  
collaboration spéciale

CONTRAIREMENT à ce qu'affirmaient les Archives nationales du Québec l'été dernier, les archives politiques de Robert Bourassa pour la période 1985-1993 n'ont toujours pas été retrouvées.

C'est ce que révèle une note interne des Archives nationales du Québec que *La Presse* a obtenue. Datée du 2 août 2001, elle indique notamment qu'en ce qui concerne les dossiers « Organisation interne du Cabinet, le Centre des documents semi-actifs (un entrepôt du gouvernement) n'en conserve aucune boîte ». Vérification faite, les dossiers en question ne se trouvent pas davantage dans le Fonds Robert-Bourassa, déjà constitué aux Archives nationales du Québec. En fait, il s'avère que l'organisme n'en conserve aucune trace nulle part.

En août 2001, quand l'affaire avait été révélée par *La Presse*, les Archives nationales avaient affirmé avoir retrouvé les archives disparues en mettant la main sur 483 boîtes de documents remis dans un entrepôt. Mais ces cartons ne contiennent que des documents administratifs provenant du Conseil exécutif, le ministère du premier ministre. Les archives du cabinet du premier ministre, qu'on appelle plus couramment les « archives politiques », ne s'y trouvent pas. Et c'est précisément ces documents que Robert Bourassa avait recherchés sans succès à la fin de sa vie.

Il s'agit de notes de service et de rapports rédigés pour le premier ministre par ses collaborateurs. On parle également de correspondance, par exemple entre le bureau du premier ministre et les ministres, ou encore avec les instances du Parti libéral du Québec. En somme, tous les documents névralgiques qui sont passés par le bu-

reau du premier ministre Bourassa, comme ceux relatifs à l'échec du lac Meech, à la crise d'Oka, au référendum de Charlottetown, à la loi 178, etc.

Cette disparition ne semble guère troubler la ministre de la Culture (responsable des Archives nationales). « Les archives de Robert Bourassa qui nous ont été données sont conservées avec grand soin, explique Marjolaine Perrault, porte-parole de Diane Lemieux. L'existence d'archives autres que celles que nous possédons est très hypothétique », poursuit-elle.

Pourtant, Robert Bourassa s'était lui-même rendu compte que des pans entiers de ses archives étaient introuvables. Préoccupé par ce que l'histoire retiendrait de lui, il a passé en vain la dernière année de sa vie à tenter de récupérer les documents disparus.

Voir BOURASSA en A2



Photothèque La Presse

L'ex-premier ministre du Québec, Robert Bourassa.

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

L'ambassade canadienne à Washington a été classée comme étant l'un des 10 édifices les plus laids au monde. Au moins, comme ça, on est certain qu'aucun avion va venir s'écraser dessus.

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

À tire-d'aile	B12	Horoscope	C9
Bandes dessinées	C6	Le bridge	C9
Décès	C10	Loteries	A2, A5
Êtes-vous observateur	C7	Mots croisés	C6
Génies en herbe	C5	Mot mystère	C8
Grille thématique	C5	Petites annonces	
Feuilleton	C6	- immobilier	C7
Forum	A12, A13	- marchandises	C7, C8
Horaire spectacles	B11	- emplois	C8
Horaire télévision	B2	- automobile	C8-C10
		Sciences	C12

MÉTÉO Voir page S16

Nuageux avec averses  
Maximum 26, Minimum 21



LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL

28 JUILLET	29 JUILLET	30 JUILLET	31 JUILLET	1 <sup>er</sup> AOÛT	2 ET 3 AOÛT
BRESIL / QUÉBEC <b>ASSAR SANTANA</b>	ITALIE / ÉTATS-UNIS <b>ALESSANDRA BELLONI</b>	CUBA / QUÉBEC <b>CONVOY CUBANO</b>	CAMEROUN / CHIL / ALLEMAGNE / QUÉBEC <b>ZÉKUHL</b>	GRÈCE / QUÉBEC <b>EPSILON</b>	FRANCE / ALGÉRIE <b>JIMMY OIHID</b>
PAU BRÉSIL (CAPOÏRA)	FINALDI (CHANSONS ITALIENNES)	ZURUBA (PERCUSSIONS BRÉSILIENNES)	ARTEFACTS ROOTS (DANSES AFRICAINES)	SIRTAKI (DANSES GRECOQUES)	SAMIA (DANSE BALADI)

LES SPECTACLES MULTICULTURELS  
LE MONDE MULTICULTUREL Parc Hydro-Québec  
ANIMATIONS MULTICULTURELLES

TOUR SUR LES FRANCOIS  
www.francofolies.com  
514 876-8989  
1 888 444-9114

## 1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



### Capotage chez Volvo

À l'aide de l'un des simulateurs d'accident les plus avancés de l'industrie automobile, les ingénieurs de Volvo sont en mesure d'effectuer une multitude d'essais de collisions. Grâce, par exemple, à un dispositif que l'on pourrait comparer à un canon géant, la carrosserie renforcée d'une automobile est littéralement catapultée en l'air pour étudier les effets du renversement d'une auto. Un reportage d'Éric Lefrançois.

À lire demain dans le cahier L'AUTO

## 2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> L'arrivée sur les Champs-Élysées en direct [cyberpresse.ca/tourdefrance](http://cyberpresse.ca/tourdefrance)

> Suivez le Grand Prix d'Allemagne de Formule 1 [cyberpresse.ca/course](http://cyberpresse.ca/course)

> La messe papale, temps fort de la JMJ [cyberpresse.ca/jmj](http://cyberpresse.ca/jmj)

## 3 > À VENIR CETTE SEMAINE



JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

### > Sports

La Presse poursuit cette semaine la couverture des Jeux du Commonwealth à Manchester.



MARIE-CHRISTINE BLAIS

### > Spectacles

Mardi, une entrevue avec Jérôme Minière, fier de son nouveau CD, qui monte sur scène pour les FrancoFolies.



LAURIER CLOUTIER

### > Affaires

La suite demain dans le cahier La Presse Affaires d'un reportage sur les difficultés de Taïwan avec l'OMC.

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9



	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
<b>RÉDACTION</b>		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum		(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca
<b>CYBERPRESSE</b>	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
<b>ABONNEMENT</b>	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
<b>PETITES ANNONCES</b>	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
<b>PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO</b>	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>PUBLICITÉ</b>				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

## LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: 7-4-1 > À quatre chiffres: 7-5-9-1

LOTO 6/49 > 01-05-13-22-28-43 Compl.: 09

> Extra: 694097

# SUITES DE LA UNE

## PAPE

Suite de la page A1

« Mais, pour une telle entreprise, il faut une nouvelle génération de bâtisseurs, qui, animés non par la peur ou par la violence mais par l'urgence d'un amour authentique, sachent poser une pierre après l'autre pour édifier dans la cité des hommes la cité de Dieu », a déclaré le souverain pontife, qui a commencé à ressentir les effets de la fatigue vers la fin de la longue cérémonie.

« Vous devez être ces bâtisseurs », s'est-il exclamé d'une voix claire, invitant ainsi les jeunes croyants du monde entier à être les missionnaires de l'Église du troisième millénaire.

« Le nouveau millénaire, a rappelé le pape, a commencé avec deux événements contradictoires: celui de la foule des pèlerins venus à Rome pour le grand Jubilé de l'an 2000, pour franchir la Porte sainte qui est le Christ, sauveur et rédempteur de l'homme; et celui du terrible attentat terroriste de New York (le 11 septembre 2001), icône d'un monde dans lequel semble prévaloir la dialectique de l'inimitié et de la haine ».

« La question qui se pose est dramatique », a-t-il affirmé.

« Sur quelles fondations faut-il construire la nouvelle époque de l'histoire qui émerge des grandes transformations du XX<sup>e</sup> siècle? » s'est-il demandé, avant de se livrer à une critique de la société actuelle en forme d'interrogations.

« Sera-t-il suffisant de parier sur la révolution technologique en cours, qui semble être guidée uniquement par des critères de productivité et d'efficacité, sans référence aucune à la dimension religieuse de l'homme et sans discernement éthique universellement partagé? Est-il juste de se contenter de réponses provisoires aux problèmes de fond et de laisser la vie aux prises avec des pulsions instinctives, de sensations éphémères, d'enthousiasmes passagers? »

Dans ces conditions, « sur quelles certitudes édifier son existence et celle de la communauté à laquelle on appartient? » Pour Jean Paul II, la réponse est évidente: « Seul le Christ est la pierre angulaire sur laquelle il est possible de construire solidement l'édifice de son existence. »

La preuve, selon lui, « le XX<sup>e</sup> siècle a souvent prétendu se passer de cette pierre angulaire, tentant de construire la cité des hommes sans faire référence à Lui, et il a fini par l'édifier de fait contre l'homme ».

Mais « il n'est plus possible de refuser ou d'écarter Dieu sans s'exposer au risque d'humilier l'homme », a déclaré le pape en appelant que « toute valeur authentique, quelle que soit la culture dans laquelle elle se manifeste, est accueillie et assumée par le Christ ».

« Vous êtes les hommes et les femmes de demain; dans vos coeurs et dans vos mains est contenu l'avenir. À vous, Dieu confie la tâche, difficile mais exaltante, de collaborer avec Lui pour édifier la civilisation de l'amour », a conclu Jean Paul II.

Le pape a lu son discours en français et en anglais mais aussi, pour une petite partie, en espagnol — il se rend la semaine prochaine au Guatemala et au Mexique —, en italien et en polonais, pour saluer en particulier les habitants de Wadowice, sa ville natale, qui ont suivi la veillée, retransmise par satellite, en direct sur des écrans géants.

Pour ces milliers de jeunes gens venus de quelque 170 pays à travers le monde, les événements de la fin de semaine se veulent le point culminant d'une semaine passée à sonder leur foi, dans le cadre de la JMJ, rencontre religieuse organisée une fois tous les deux ans.

Dès hier matin, de nombreux pèlerins ont quitté les paroisses torontoises afin de rallier trois points de départ, desquels ils ont entrepris leur marche en direction de Downsview Park. En soirée, l'endroit, une ancienne base militaire, a été transformé en lieu de culte.

Les pèlerins se sont engouffrés dans le métro de Toronto, bondé à un point tel que le service a dû être retardé d'une heure. À un certain moment, un conducteur a fait savoir que les wagons n'étaient pas en mesure d'accepter davantage de passagers.

Avant midi, une multitude de marcheurs évoluait déjà le long d'une autoroute interdite pour l'occasion à la circulation automobile, en direction du parc. Dans les rues, des résidents accueillent les pèlerins, leur offrant eau et nourriture.

« Depuis le jour où nous avons quitté nos domiciles, et jusqu'à présent, nous sommes des pèlerins, a affirmé Jimmy Owusu, 42 ans, un prêtre chilien qui a mené jusqu'à Downsview Park quelque-uns des 800 pèlerins originaires de son pays.

« Le pèlerinage fait partie de la rencontre », a-t-il ajouté.

Le pape devait passer la nuit à Morrow Park, une maison de retraite pour religieuses, les pèlerins devant quant à eux dormir à la belle étoile. Les plus dévots d'entre eux n'avaient cependant aucunement l'intention de dormir, ayant plutôt l'intention de prier durant toute la nuit.

Par ailleurs, le premier ministre Jean Chrétien et son épouse, Aline, se sont entretenus avec le Saint-Père, à Morrow Park. Le dirigeant fédéral a profité de l'occasion pour chanter les louanges du Canada.

« Nous accueillons chaque année 250 000 nouveaux immigrants de tous les continents », a-t-il affirmé.

« Les gens souhaitent s'établir au Canada parce que, de toute évidence, c'est un pays où il y a la paix, de la tolérance et une diversité culturelle », a ajouté M. Chrétien.

Le premier ministre de l'Ontario, Ernie Eves, sa compagne, Isabel Bassett, le maire de Toronto, Mel Lastman, sa femme, Marilyn, de même que la gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, qui était accompagnée de son mari, John Ralston Saul, ont également eu le privilège de s'entretenir en privé avec le pape.

Le président du syndicat des 110 employés de l'hôtel de la rue Sherbrooke, Serge Charbonneau, précise que la direction du Crowne Plaza ne veut pas offrir plus de 2 % d'augmentation de salaire par année et qu'elle refuse de réviser la charge de travail de ses employés. « Il (le propriétaire) a investi beaucoup d'argent dans la rénovation de l'hôtel et il veut que les employés paient la note », soutient-il. Les dirigeants de l'hôtel n'ont pas rappelé La Presse hier pour donner leur version. Les employés avaient aussi vécu un lock-out de six jours en 1996, tandis qu'ils avaient été les premiers à obtenir une entente en 1999.

Entre-temps, les dirigeants des syndicats des 14 hôtels de Montréal ont tenu une réunion hier avec le président de la Fédération du commerce-CSN, Jean Lortie, où ils ont convenu que l'entente du Hilton Laval constituait désormais le règlement minimum à obtenir par les syndiqués. « Le message est clair, le sillon a été largement tracé (...). Il n'y a pas de raison qu'il n'y

ait pas de règlement négocié cette semaine dans les 14 hôtels de la région métropolitaine », précise Jean Lortie.

L'entente du Hilton Laval prévoit notamment des augmentations de salaire de 10 % en trois ans, une bonification de 1 % de la cotisation de l'employeur au régime de retraite, une sixième semaine de vacances après 22 ans de service et une diminution de la charge de travail des préposées aux chambres. Selon les conventions collectives actuelles, les travailleurs à pourboire gagnent entre 8 \$ et 10 \$ l'heure tandis qu'une préposée aux chambres reçoit entre 12,50 \$ et 14 \$.

Le président a aussi annoncé que des assemblées extraordinaires se mettront en branle dès demain dans les 14 syndicats pour obtenir un mandat de grève générale illimitée à déclencher au moment jugé opportun. La CSN change ainsi sa stratégie puisque la grève de 24 heures avait été annoncée deux semaines à l'avance. « Nous sommes modérément optimistes. Afin d'ac-

## CSN

Suite de la page A1

C'est une affaire nationale, cela ne concerne pas seulement les forces armées », a déclaré M. Kouchma. Deux journées de deuil seront observées dans la région de Lviv aujourd'hui et demain.

Le chef de l'État a également ordonné l'ouverture d'une enquête sur les causes du crash et a évoqué une possible interdiction des spectacles aériens à l'avenir. « Les gens devraient s'occuper de leurs activités militaires concrètes », a déclaré le président. « Aucun spectacle de ce type ne devrait avoir lieu.

Dans la soirée, le président Kouchma a signé un décret limogeant le commandant de l'armée de l'air ainsi que le commandant du 14<sup>e</sup> Corps de l'armée de l'air, auquel appartenait le Soukhoï.

La commission d'enquête gouvernementale a immédiatement commencé son travail en interrogeant l'équipage du Su-27 et des témoins et en visionnant des vidéos de l'accident. La justice a également entamé ses investigations.

La cause de l'accident n'est pas connue pour l'instant. À Kiev, le

ministère de la Défense a refusé de confirmer un éventuel dysfonctionnement du moteur du Su-27, même si le commandement régional (ouest) du Ministère a déclaré que la première cause du crash était une panne de moteur.

L'accident s'est produit alors que l'appareil effectuait une série de figures et de manoeuvres complexes à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire d'une unité de l'armée de l'air locale. Le Su-27 est resté environ deux minutes dans les airs sous un ciel sans nuage, puis le bruit des réacteurs s'est apparemment arrêté. L'avion a alors plongé vers le sol, ses ailes heurtant des arbres et un autre avion au sol avant de s'écraser.

L'explosion a provoqué une énorme boule de feu dans l'aérodrome, et une immense colonne de fumée s'est élevée vers le ciel tandis que l'assistance, prise de panique, hurlait. « J'ai simplement pu attraper mes enfants et m'y accrocher. Nous avons été projetés au loin, et des mains et des pieds volaient autour de nous », a déclaré

centier la volonté des employeurs de régler, nous allons chercher des votes de grève générale illimitée », explique le président de la Fédération du commerce-CSN. D'ici le déclenchement d'une grève ou l'obtention d'un règlement, les employés poursuivront leurs moyens de pression, notamment le boycott des uniformes.

M. Lortie est convaincu d'obtenir des mandats de grève dans les 14 hôtels parce que les syndiqués sont « excédés de la lenteur des négociations ». En attendant, les négociations avaient repris hier à l'hôtel Reine-Élisabeth, qui emploie 1050 syndiqués. La plupart des hôtels feront de même aujourd'hui et demain.

La CSN représente 33 syndicats dans le secteur de l'hôtellerie au Québec. Depuis 1990, la CSN tient une négociation coordonnée dans ce secteur à partir de demandes communes. Jusqu'à maintenant, cinq hôtels ont trouvé un terrain d'entente avec leurs employés, dont quatre dans la région de Montréal.

## TRAGÉDIE

Suite de la page A1

un spectateur blessé au dos, comme son enfant.

De nombreux blessés se trouvaient dans un état très grave: nombre d'entre eux ont été blessés par des fragments de débris projetés après l'explosion de l'avion, selon la télévision ukrainienne. Au moins 20 ambulances ont porté secours aux victimes.

Le président de Russie, Vladimir Poutine, a adressé ses condoléances à son homologue ukrainien.

En 1988, une collision en vol entre plusieurs avions de chasse italiens effectuant une démonstration lors d'un spectacle aérien dans une base américaine en Allemagne avait fait 70 morts et 400 blessés.

En 1999, un avion de chasse Soukhoï Su-30 (un bimoteur similaire au Su-27) s'était écrasé lors du Salon du Bourget, près de Paris. Les deux pilotes avaient réussi à s'éjecter et personne n'avait été blessé.

Le Su-27 est en service depuis 1985. Sa vitesse et sa manoeuvrabilité en ont fait l'un des fleurons de l'ex-armée de l'air soviétique.

## BOURASSA

Suite de la page A1

Même si elle préfère ne pas commenter l'affaire, Andrée Bourassa, veuve de l'ancien premier ministre, souhaite aujourd'hui faire la même chose. « En 1995, M. Bourassa m'a appelé pour savoir où étaient ses archives politiques », raconte André Beaulieu, alors archiviste aux Archives nationales et aujourd'hui à la retraite. « Il a été surpris d'apprendre que nous ne les avions pas. Je savais que le Parti libéral du Québec ne les avait pas conservées. Je suis donc allé faire des recherches au Conseil exécutif à Québec, mais sans succès. »

La maladie empêchera finalement Robert Bourassa de mener à terme ses recherches. Ironie du sort, tout ce que l'ancien chef libéral réussira à trouver en fait d'archives politiques, ce sera une dizaine de cartons appartenant à son successeur, Daniel Johnson.

John Parisella, ancien directeur de cabinet de Robert Bourassa de 1989 à 1994, détient une partie de la clé de l'énigme. « En 1994, je suis parti avec des documents qui

sont aujourd'hui entreposés chez moi ou au Parti libéral », explique-t-il. M. Parisella compte les utiliser pour les cours de science politique qu'il donne à l'Université Concordia.

« Je considère que ce sont mes archives », explique-t-il. Outre des choses personnelles, tels des agendas, l'ancien directeur de cabinet affirme avoir conservé des mémoires pour le Conseil des ministres, de même que des notes faites pour le premier ministre. « Ce sont des documents dont j'ai gardé copie, dit-il. J'ai beaucoup de choses, par exemple, sur la question linguistique. »

Quel est le statut juridique de telles archives? En principe, les documents ayant trait au Conseil exécutif, comme des notes faites pour le Conseil des ministres, demeurent la propriété du gouvernement. Les dossiers émanant du cabinet politique du premier ministre, eux, appartiennent à ce dernier. Dans la pratique, cependant, il est souvent impossible de

faire de telles distinctions. Sans compter le fait que personne ne va dire quoi faire à un premier ministre démissionnaire quand il sort de son bureau avec ses boîtes. De fait, le chef du gouvernement sortant et ses collaborateurs ont une très grande marge de manoeuvre à cet égard.

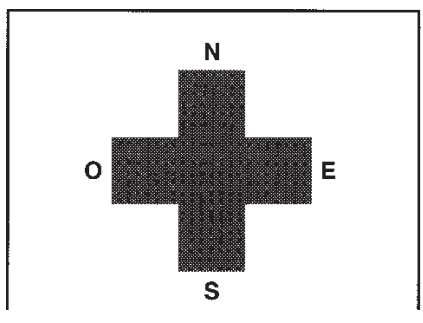
Quoi qu'il en soit, John Parisella affirme détenir une quinzaine de boîtes. Selon l'archiviste André Beaulieu, on serait loin du compte. « Quinze boîtes, c'est une goutte d'eau. Pour la période de 1970 à 1976, les archives politiques de M. Bourassa totalisaient un peu plus de 100 cartons. »

Il n'est pas impossible que les précieux documents aient été détruits, comme ce fut le cas pour les archives de la circonscription de Saint-Laurent, celle de l'ancien premier ministre.

Le sort des archives politiques préoccupe de plus en plus de gens au Québec. L'historien Robert Comeau et l'ancien ministre Marcel Masse ont mis sur pied l'an dernier la Société du patrimoine politique.

## Caricature Précision

LA CARICATURE publiée en page A14 de notre numéro d'hier a été attribuée par erreur à Paul Bordeleau. L'auteur était en réalité Patrick Dea. Nos excuses.



# JOURNÉE MONDIALE DE LA JEUNESSE

## « Évangélistes des autres jeunes »

Le pape ouvre la vigile de 550 000 jeunes



**MATHIEU PERREULT**  
envoyé spécial  
À TORONTO

MÉLANIE SE remaquillait à l'aide d'un miroir de poche. Lianne expliquait à sa soeur au téléphone cellulaire comment la retrouver. « On est juste à côté d'affiches de néoca-téchuménat. »

David, Alexandre, Christophe et Jean-Cyrille, les mains dans les poches, tournaient le dos à la scène et à l'écran géants où Jean-Paul II disait son message de bienvenue aux 550 000 jeunes venus faire une vigile à Downsview Park, une ancienne base militaire transformée en parc industriel et en espace vert, à mi-chemin entre le centre-ville de Toronto et l'aéroport Pearson.

Les six adolescents du diocèse de Saint-Jérôme, qui ont 16 et 17 ans, ont fait 600 km hier avec Donald Tremblay, le curé de Saint-Agapit, à Deux-Montagnes, pour participer à la vigile jusqu'à la messe de ce matin. Pourquoi tout ce chemin s'ils n'écoutent pas le pape ?

« Oh ! On a écouté ! On est venu voir le pape, pas les autres jeunes », protestent les garçons quelques minutes plus tard, pendant une discussion où ils expliquent à *La Presse* comment ils vivent leur foi. Les filles, elles, étaient parties avec leurs sœurs aînées pour rencontrer de jeunes Allemands que leurs familles avaient accueillis voilà une semaine, dans le cadre du programme québécois des Journées mondiales de la jeunesse. Le père Tremblay était parti essayer de faire entrer des amis Américains qui n'avaient pas de laissez-passer.

Les parents de ces six jeunes sont tous pratiquants. Mais les ados vont tout de même aux *partys* avec les autres jeunes de leur âge, font partie d'équipes de soccer et



Les jeunes se sont fabriqués des abris de fortune afin de participer à une vigile, la nuit dernière, à Downsview Park.

de hockey. Le dimanche matin, Lianne et Mélanie s'occupent d'une garderie pendant la messe. Cet été, David fait un site Web où les jeunes pourront préparer leur confirmation, en sixième année, de manière « moins plate » qu'avec les livres dont il s'est servi.

Chaque mois, le père Tremblay organise une partie de hockey et une sortie au restaurant. David y invite parfois des amis non-pratiquants. « Ça passe mieux que de leur demander s'ils veulent venir

parler de Jésus. » Le père Tremblay, qui a 37 ans, organise aussi un voyage par année. L'an dernier, c'était en Terre sainte, avec une nuit sur le Sinaï. L'an prochain, Rome. Il y a quatre ans, David a marché 12 jours vers Compostelle avec d'autres jeunes de Rosemère, où le père Tremblay était alors curé.

Christophe, un blond aux yeux bleus, sert la messe dans une église que fréquente parfois le père Tremblay. Il essuie parfois des commentaires méprisants à l'école.

« Ça fait du bien de se retrouver autant de jeunes croyants ensemble. On se sent moins seul. » Les quatre garçons étaient très curieux de savoir combien de gens s'étaient rendus à Downsview Park.

### De Toronto à Cracovie

La plupart des jeunes ont fait un pèlerinage à pied de cinq à huit kilomètres à partir de stations de métro. Des Polonais étaient arrivés très tôt, pour être sûrs d'être bien situés sur l'itinéraire de la papamobile. « La plupart d'entre nous ten-

teront aussi d'aller à Cracovie quand le pape s'y rendra en août », ont expliqué de jeunes Polonaises — certaines en haut de bikini, d'autres en costume traditionnel.

Beaucoup de jeunes s'étaient mis à l'aise, torse nu pour les hommes, haut de bikini pour les femmes. Des groupes entiers avaient revêtu un chandail officiel de la JMJ de la même couleur, comme pour mieux se retrouver. Les pèlerins avaient fabriqué des abris de fortune à l'aide de toiles cirées et de boîtes de carton, au cas où il pleuvrait pendant la nuit.

Certains ont vu leurs abris démantelés par la police quand est venu le temps d'aligner les barrières pour le passage de la papamobile, vers 18 h. La foule s'est amassée le long des barrières de plastique, s'alignant sur une quinzaine de rangées. Des filles sont montées sur les épaules de garçons, au grand dam de ceux qui se trouvaient à l'arrière. La plupart tentaient mordicus à prendre une photo.

Dans son discours, Jean-Paul II a invité les jeunes à se faire « évangélistes des autres jeunes ». Il a rappelé l'« attentat terroriste de New York, icône d'un monde dans lequel semble prévaloir la dialectique de l'inimitié et de la haine ». Il a déploré que le monde soit guidé par « des critères de productivité et d'efficacité, sans référence aucune à la dimension religieuse de l'homme », par des « pulsions instinctives, des sensations éphémères, des enthousiasmes passagers ». Il a affirmé que le XX<sup>e</sup> siècle avait erré en « tentant de construire la cité des hommes sans faire référence à Lui » — le Christ.

À deux pas des 550 000 jeunes catholiques savourant pour une fois la force du nombre, le monde moderne faisait écho aux inquiétudes de Jean-Paul II. Downsview Park abrite des studios de cinéma où sont présentement tournés *Mutant X* et *Odyssey 5*, deux films où la Terre est menacée par le génie génétique et par un mystérieux Léviathan.

### À LA DEMANDE DU PAPE

## Le Guatemala suspend les exécutions

d'après AFP

LE PRÉSIDENT du Guatemala, Alfonso Portillo, a annoncé hier sa décision de suspendre, à la demande du pape Jean-Paul II, les exécutions de plus d'une trentaine de détenus condamnés à la peine de mort.

« Dans notre pays comme dans le monde entier, l'application de la peine de mort n'est pas dissuasive et ne permet pas de diminuer la violence. J'ai donc décidé que, d'ici la fin de mon mandat, je ne signerai aucun ordre d'exécution des détenus condamnés à mort, respectant ainsi la Convention des droits de l'homme », a déclaré le président à la presse.

Alfonso Portillo a également expliqué que cette décision faisait suite à une lettre adressée par le pape, lui demandant de suspendre les exécutions des personnes détenues dans les prisons du pays qui sont condamnés à mort.

Le président guatémaltèque a également annoncé hier qu'il proposerait prochainement au Congrès un projet de loi en faveur de l'abolition de la peine capitale dans son pays.

### Jean-Paul II honore les indigènes du Mexique

Par ailleurs, la sanctification prochaine par le pape, après quatre siècles, du premier indigène mexicain, Juan Diego, honorera un peuple entier, négligé et en butte à de criantes inégalités bien qu'il représente plus de 12 % des 100 millions d'habitants du pays.

« Juan Diego, protecteur et avocat des indigènes », avait déjà clamé Jean-Paul II lors de sa dernière visite en 1999, paroles qui constituent le titre d'une brochure de l'archevêché de Mexico.

La brochure souligne que la canonisation de Diego est une « occasion d'activer la pastorale indigène, afin que tous découvrent que les Indiens ont besoin d'amis solidaires pour surmonter l'exclusion et le rejet ».

Les quelque 56 ethnies d'indigènes du pays, tout en ayant fortement imprégné la culture mexicaine, restent, à quelques exceptions près, dans l'oubli. Elles forment les trois quarts des 17 millions de « très pauvres » de cette nation qui s'est hissée au rang de neuvième puissance économique mondiale.

Le « sous-commandant » Marcos avait réussi, lui, à attirer l'attention en prenant la tête en 1994 de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), dans le Chiapas, dans l'espoir d'obtenir par les armes un statut d'autonomie pour les Indiens.

En mars 2001, Marcos et ses lieutenants avaient réalisé une spectaculaire marche de 3000 km sur Mexico, marche que le président Vicente Fox, à peine entré en fonction, avait chaudement approuvée, espérant qu'elle permettrait une reprise du dialogue de paix.

Mais, après cette marche, sans accord de paix à la clé, le sous-commandant Marcos est reparti fâché et a gardé depuis un mutisme total.

Quelque 3400 indigènes mexicains ont été invités par l'Église à occuper les places d'honneur — habituellement réservées aux notables — dans l'enceinte de la basilique de Guadalupe où Jean-Paul II canonisera Diego ou, de son nom d'Indien Cuauhtlatohuac, « aigle-qui-aime », à qui la Vierge serait apparue trois fois en 1531.

Le pape béatifiera jeudi deux autres Indiens mexicains, Juan Batista et Martin de los Angeles.

## Un air de Woodstock

Agence France-Presse

TORONTO — Tentes plantées, sacs de couchage déployés, musique hurlant dans les haut-parleurs... Downsview Lands, ancien aérodrome militaire de Toronto, a pris hier des allures de Woodstock, envahi par les pèlerins venus participer aux dernières cérémonies de la Journée mondiale de la jeunesse (JM) célébrée par Jean-Paul II.

Accablés par une chaleur orageuse, les pèlerins, venus sac au dos, formaient une immense mosaïque multicolore recouvrant Downsview Lands.

C'est sur ces 129 hectares que les jeunes de 170 pays commencent ensemble une dernière fois ce week-end, avec hier soir une vigile — veillée avant une célébration —, suivie d'une nuit à la belle étoile pour assister sur place à la grand-messe en plein air célébrée par Jean-Paul II.

Par acte de foi, beaucoup avaient fait le chemin à pied jusqu'à ce parc distant d'une quinzaine de kilomètres du centre-ville.

Installés sur une herbe sèche pour les plus chanceux, sur le bitume pour les autres, les jeunes ont vite donné à l'endroit un petit air de Woodstock, concert historique de 1969, si l'on excepte les innombrables religieuses, toutes coiffées au vent, et l'absence apparente de substances interdites.

Allongées pour bronzer, nombre de jeunes filles se contentent d'un short et d'un haut de bikini, tandis que d'autres oscillent au rythme de la musique. Des groupes musicaux se sont succédé tout l'après-midi sur la scène dominée par une croix jaune de 50 m de haut, leur musique répercutée à des kilomètres par des haut-parleurs omniprésents. « Je vais danser toute la nuit. J'ai bien un sac de couchage mais je ne compte pas l'utiliser », lance Vincenzo Scrol, Sicilien de 23 ans.

Le pape a pu constater lui-même l'enthousiasme des jeunes, qui se sont mis à hurler dès qu'ils ont aperçu son hélicoptère sur les écrans géants.

Sa descente de l'appareil et sa montée dans la papamobile se sont déroulés à l'abri des regards, mais les cris ont repris de plus belle quand la petite voiture climatisée a traversé la foule.

Car ces deux jours forment aussi un lourd défi pour Jean-Paul II, dont la santé fragile est mise à rude épreuve par un programme chargé : célébration de trois heures hier puis la grand-messe dominicale de 2 h 30.

Pour s'éviter les longs allers-retours en hélicoptère jusqu'à Strawberry Island, l'île sur le lac Simcoe où il avait trouvé refuge depuis son arrivée mardi, le souverain pontife a pris pension en ville, à Morrow Park, maison mère des Soeurs de Saint-Joseph, un ordre créé en France il y



Installés sur une herbe sèche pour les uns et sur le bitume pour les autres, les jeunes rassemblés à Downsview Lands hier ont donné aux dernières célébrations de la JM les allures d'un certain festival rock de 1969...

à plus de trois siècles et demi. C'est là qu'il a choisi de reprendre des forces hier, ne rompant son isolement que pour brièvement rencontrer en fin de matinée des responsables politiques, dont le premier ministre Jean Chrétien.

Ensuite, repos réparateur avant la vigile, qui a commencé vers 18h45.

Toute la journée, le grand parc, qui peut contenir 750 000 personnes, s'est lentement rempli. La veillée est réservée aux quelque 206 000 pèlerins, mais les organisateurs espéraient 300 à 400 000

personnes grâce à des laissez-passer spéciaux vendus 100 \$ pour le week-end, repas inclus.

C'est surtout la messe d'aujourd'hui, ouverte à tous, qui constitue le véritable test pour cette JM, qui n'a jusqu'ici pas drainé autant de fidèles que l'Église canadienne l'aurait souhaité.

Dans ce parc où Jean-Paul II a déjà célébré une messe en septembre 1984, tout a en tout cas été prévu pour répondre aux besoins d'un million de personnes.

L'EXPRESS  
DU MATINIl meurt sous  
son tracteur

Un résident de Saint-Jean-de-la-Lande, au Témiscouata, Mario Saint-Laurent, est mort tragiquement vendredi soir lorsque son tracteur de ferme s'est renversé sur lui. L'accident est survenu dans un chemin de 19h sur la terre de cet homme de 47 ans, dans le Rang 9, à Saint-Jean-de-la-Lande. Comme l'accident est survenu dans un chemin escarpé traversant un terrain boisé, on croit que l'engin s'est renversé en montant la côte. Le conducteur s'y est retrouvé coincé et il a succombé à ses blessures. C'est la femme de la victime qui a fait la macabre découverte, a indiqué la Sûreté du Québec.

## Et les malades?

TOUT EN APPUYANT la loi spéciale qui force les médecins à assurer en tout temps l'ouverture des urgences, le Conseil pour la protection des malades estime que les médecins devraient participer davantage à la gestion du réseau de la santé. Selon le président du Conseil, M<sup>e</sup> Paul Brunet, la réforme du système de santé au Québec s'est avérée un gâchis parce que les médecins ont été exclus de la prise de décision et remplacés par une lourde bureaucratie. M. Brunet croit que les médecins doivent reprendre leur place dans la gestion du réseau pour assurer une meilleure planification de la réforme.

## Délit de fuite

LE SERVICE de police de la Ville de Montréal (SPVM) est toujours à la recherche d'une personne ayant commis un délit de fuite le 6 juillet dernier vers 11 h 30 en face du 12 255, rue Fernand-Gauthier, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies. L'automobiliste, au volant d'une minifourgonnette, a renversé un bambin de cinq ans (maintenant hors de danger) avant de prendre la fuite. Les enquêteurs de la section Sécurité routière du SPVM ont dans les jours suivants saisi un véhicule suspect mais, à la suite des expertises, ils se sont rendu compte que ce n'était pas celui du fauteur. L'organisme Jeunesse au Soleil offre toujours une récompense de 5000 \$ provenant d'un donateur anonyme pour retrouver l'auteur de ce délit. Quiconque détient des informations pertinentes au sujet de cette histoire est prié de communiquer avec Info-Crime au 393-1133 ou avec l'enquêteur Marc Coutu au 280-3329. Les renseignements seront traités en toute confidentialité.

## Des goûts modestes

UNE DAME de 80 ans de Farnham, en Estrie, a remporté le lot de 5 millions à la loterie 6/49 à la suite du tirage du 24 juillet. Toutefois, elle avoue ne pas trop savoir quoi en faire. Rose Laliberté et son mari Germain ne rêvent ni de voyages, ni de biens luxueux. « On est des gens simples. L'argent, on n'est pas habitués à ça ! On va prendre ça au jour le jour » a déclaré Germain Laliberté. Malgré cette nouvelle incroyable, le couple farnhamien multimillionnaire reste serein. « On n'a pas eu de grosse réaction, a confié M. Laliberté. On ne saisit peut-être pas encore l'ampleur de ce qui nous arrive. »

Négociateur  
informatisé

DANS UN MONDE d'ordinateurs qui pensent de plus en plus comme des êtres humains, des chercheurs américains et israéliens ont mis au point un négociateur informatisé qui, affirmant-ils, est en mesure de régler une crise internationale. Des spécialistes en feront la démonstration à Edmonton, ces prochaines semaines, alors qu'auront lieu à l'Université de l'Alberta huit conférences internationales ayant pour objectif d'explorer les frontières de l'intelligence artificielle. Plus de 4000 personnes sont attendues à ces conférences, qui auront pour point culminant des rencontres de l'American Association for Artificial Intelligence (AAAI), à compter d'aujourd'hui.

Première union  
gaie à Québec

DANS LA PLUS PARFAITE discrétion, Daniel Piché et Normand Frenette se sont mutuellement passé la bague au doigt, hier, formant ainsi le premier couple gai de Québec à s'unir par les liens de l'union civile. Les amoureux de Pont-Rouge ont scellé leur engagement à 11 h 30, lors d'une brève cérémonie au palais de justice de Québec. Daniel Piché, 54 ans, et son conjoint Normand Frenette, 40 ans, n'ont pas souhaité partager leur bonheur avec les médias. La cérémonie s'est donc déroulée différemment de celle qui a uni Roger Thibault et Theo Wouters, il y a 10 jours, à Montréal. La loi 84 sur l'union civile est entrée en vigueur le 24 juin dernier.

Les Canadiens arrêtés à l'étranger  
sont de plus en plus nombreux

Presse Canadienne

**OTTAWA – Le nombre de Canadiens arrêtés ou emprisonnés à l'étranger a monté en flèche depuis un an et, proportionnellement, il y a dans les prisons étrangères davantage de Canadiens que d'Américains, selon des statistiques gouvernementales dont a fait état le quotidien Ottawa Citizen hier.**

Tout en précisant que les données changeaient quotidiennement,

des responsables fédéraux ont affirmé au journal que, en date du 25 juillet, 3003 Canadiens se trouvaient en état d'arrestation ou en détention dans des pays étrangers.

Environ 2500 Américains sont actuellement emprisonnés hors de leur pays, a indiqué le département d'État américain. Chaque année, quelque 1500 ressortissants américains sont appréhendés à l'extérieur des États-Unis.

« Peut-être est-ce vous, les Canadiens, qui êtes les vrais méchants », a déclaré Ed Dickens, porte-parole du département d'État.

Plus des trois quarts des Canadiens arrêtés ou emprisonnés à l'étranger le sont aux États-Unis, où plus de 2300 cas du genre sont répertoriés en ce moment.

Les mesures prises par la justice américaine contre les personnes ayant violé la réglementation sur les visas, à la suite des attentats du 11 septembre, se sont traduites par une hausse de 30 % du nombre des Canadiens arrêtés ou détenus par les autorités américaines depuis l'an dernier.

Le nombre de Canadiens expulsés des États-Unis a quant à lui grimpé de près de 50 % depuis 1997, ayant atteint l'an dernier un total sans précédent de 1006 déportations. Entre le début de cette année et la fin du mois de mai, 643 Canadiens ont été expulsés du territoire américain.

« Depuis 12 mois, nous constatons un grand nombre d'infractions

à la réglementation sur l'immigration aux États-Unis, a affirmé Serge Boudreau, porte-parole du Service correctionnel du Canada. Ils avaient l'habitude de bloquer les délinquants à la frontière mais, maintenant, ils les traînent devant la justice.

Par ailleurs, 736 ressortissants étrangers sont actuellement emprisonnés au pays, a indiqué le Service correctionnel du Canada. Les Jamaïcains, au nombre de 81, sont les plus nombreux, suivis des Américains (76), des Vietnamiens (46), des Chinois (28) et des Indiens (28). D'autres étrangers, soit 257, se trouvent en liberté conditionnelle ou sous la supervision des autorités canadiennes.

Les quartiers centraux deviennent  
invivables pour les personnes pauvres

SÉBASTIEN RODRIGUE

LA TENUE D'UN squat dans un immeuble de l'îlot Overdale il y a presque un an jour pour jour avait placé la crise du logement à Montréal sous les projecteurs, mais ses organisateurs constatent aujourd'hui que le problème s'aggrave et qu'il chasse de plus en plus de familles pauvres à l'extérieur des quartiers centraux.

Le Comité des sans-emploi de Montréal-centre avait organisé la manifestation et le squat dans la maison Louis-H. La Fontaine le 27 juillet 2001. Julie Leblanc, membre de ce comité, se souvient que le groupe pensait tenir le coup trois jours.

Il s'est plutôt fait proposer d'occuper le Centre Préfontaine après quelques jours passés dans la maison Louis-H. La Fontaine.

L'aventure s'est toutefois terminée le 3 octobre, lorsque les policiers de l'escouade anti-émeute de la Ville de Montréal ont expulsé tout le monde.

« Au moins, on ne nie plus la crise du logement, l'action a fait comprendre que la crise du logement, ce n'est pas juste le 1<sup>er</sup> juillet mais que c'est aussi une crise structurelle, de manque de revenu des locataires et de manque de logements », dit Mathieu Thériault, qui était devenu l'un des porte-parole des squatters l'année dernière.

Le membre du Comité des sans-emploi de Montréal-centre tenait une petite exposition de photos de différents squats hier, dans une ruelle jouxtant l'ancien cinéma



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

**Le Comité des sans-emploi de Montréal-centre a tenu une manifestation hier dans le quartier Centre-Sud. Le groupe voulait ainsi rappeler que ce quartier a été le théâtre d'une importante transformation au détriment des personnes à faibles revenus.**

Berri, sur la rue Saint-Denis, où le groupe avait d'ailleurs organisé son premier squat au printemps 2001.

L'exposition faisait partie d'un rassemblement organisé par l'organisme, qui a aussi tenu une manifestation dans le quartier Centre-Sud.

Le groupe voulait ainsi rappeler que ce quartier a été le théâtre d'une importante transformation au détriment des personnes à faibles revenus au cours des dernières années.

Le comité montre du doigt la transformation d'édifices à logements en condominiums et les im-

meubles vacants qui pourraient servir à loger des familles.

Selon le comité, les personnes à faibles revenus doivent de plus en plus habiter en périphérie parce qu'ils n'ont plus les moyens de se payer les logements du quartier ni les produits de luxe largement vendus dans les boutiques à proximité.

Ottawa pourrait se retirer de la question  
des mariages au profit des Églises

Presse Canadienne

**OTTAWA —** À la suite du jugement rendu par un tribunal de l'Ontario en faveur du mariage entre gens de même sexe, le gouvernement fédéral songe à se retirer de la question et à la laisser aux Églises, a rapporté le *National Post* hier.

Une source gouvernementale a indiqué au quotidien torontois que cette possibilité faisait partie des quatre solutions envisagées par le ministère fédéral de la Justice, que ce dernier fasse ou non appel de la

décision prise par la Cour divisionnaire de l'Ontario, qui a récemment créé un précédent en autorisant les mariages entre homosexuels.

Le ministère de la Justice est en train de revoir ses lois à la suite du jugement ontarien rendu le 12 juillet. La cour a donné deux ans au gouvernement pour qu'il se conforme aux dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés en terme de droits à l'égalité.

L'un des trois juges de la Cour divisionnaire a lancé l'idée qu'Ottawa se retire de la question des

mariages. Néanmoins, il ne s'agit pour le moment que d'une possibilité, de nombreuses questions devant encore être examinées, notamment l'impact qu'aurait sur le divorce l'abandon par le fédéral de la réglementation sur le mariage.

« Ce sont des solutions politiques encore très, très préliminaires, a affirmé le responsable fédéral. Ces questions sont étudiées, indépendamment du fait que l'on fasse appel ou non. »

Actuellement, il revient au gouvernement fédéral de décider qui

peut se marier, les détails entourant la cérémonie, notamment la délivrance des permis, étant du ressort des provinces.

Le ministère de la Justice doit annoncer demain s'il contestera la décision rendue par la Cour divisionnaire de l'Ontario.

Un sondage mené la semaine dernière par le sondeur du Parti libéral, Michael Marzolini, a révélé que les Canadiens étaient divisés presque moitié-moitié sur la question des mariages entre personnes de même sexe.

## Deux prêtres américains accusés de proxénétisme

Presse Canadienne

**DEUX PRÊTRES** américains viennent d'être accusés à Montréal de proxénétisme et d'avoir sollicité des services sexuels, dans le cadre d'une enquête qui a mené au démantèlement d'un réseau de prostitution juvénile masculine dans le village gai.

Les deux prêtres catholiques du New Jersey, William Giblin, 70 ans, et Eugene Heyndricks, 60 ans, ont comparu le 19 juillet au palais de justice de Montréal.

Giblin a dû répondre à une accusation de proxénétisme qui pourrait lui valoir jusqu'à 10 ans d'emprisonnement s'il est reconnu coupable.

Heyndricks, lui, fait face à deux

chefs d'accusation. Il est soupçonné d'avoir obtenu ou tenté d'obtenir des faveurs sexuelles de la part d'une personne mineure, et d'avoir profité ou tenté de profiter des services sexuels d'une personne qui se livre à la prostitution.

Pour la première accusation, il est passible d'une peine maximale de cinq ans de prison.

Les deux religieux ont choisi une comparution devant juge et jury. Moyennant un dépôt de 1000 \$, ils ont été remis en liberté sous certaines conditions et ont pu retourner chez eux. Ils reviendront à Montréal le 2 octobre pour comparaître de nouveau dans le cadre de leur enquête préliminaire.

Leur témoignage a permis à la police d'arrêter les deux proxénètes à

la tête d'un important réseau de prostitution juvénile masculine qui opérait dans le village gai.

Ce réseau exploitait une trentaine de garçons âgés de 14 à 22 ans.

Les prêtres américains auraient commis les infractions qui leur sont reprochées entre le 15 et le 17 juillet. À cette date, la section moralité, alcool et stupéfiants du centre opérationnel Sud s'affairait à infiltrer le réseau.

Mystérieusement, les porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ont refusé de confirmer l'arrestation de ces deux religieux et leur rapport avec le réseau, ainsi que de livrer le moindre détail à ce sujet.

Ils ont publié un laconique communiqué de presse, ne mention-

nant que les arrestations des deux têtes dirigeantes du réseau, Germain Bellefeuille, 70 ans, et Gilles Gauthier, 50 ans, ainsi que celles de quatre prostitués.

Trois mineurs, interceptés lors de la rafle, ont été confiés à la Direction de la protection de la jeunesse.

L'arrestation des deux prêtres catholiques du New Jersey met encore une fois dans l'embarras l'Église catholique américaine, déjà aux prises avec de nombreux scandales de nature sexuelle.

Trois mois après l'adoption de la tolérance zéro pour les prêtres pédophiles par les cardinaux américains, ce nouvel incident vient jeter de l'huile sur le feu puisque le débat fait toujours rage chez nos voisins du Sud.

# La logique des chansons



**STÉPHANE LAPORTE**

collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

*L'ombre de ton chien*

*Ne me quitte pas*

*Ne me quitte pas*

Avez-vous déjà voulu devenir l'ombre d'un chien ? Franchement ! J'espère pour lui que la fille a, au moins, un gros chien. Être l'ombre d'un chien saucisse, ça doit pas être drôle !

Quand tu écoutes les chansons de façon logique, tu réalises que les chanteurs charrient beaucoup. Écoutez *Un peu plus haut, un peu plus loin*, de Ferland :

*C'est beau ! C'est beau !*

*Si tu voyais le monde au fond, là-bas*

*C'est beau ! C'est beau !*

*La mer plus petite que soi*

*Mais tu ne me vois pas*

Sur quelle montagne a-t-il grimpé pour que la mer soit plus petite que lui ? Sûrement pas le mont Avila ! Je comprends que la chanson a été interprétée par Ginette Reno, mais même là... La mer ne peut pas être plus petite que qui que ce soit !

Dans le *Phoque en Alaska*, il y a un passage qu'on prend pour du cash, et pourtant...

*Ça vaut pas la peine*

*De laisser ceux qu'on aime*

*Pour aller faire tourner*

*Des ballons sur son nez*

*Ça fait rire les enfants*

*Ça dure jamais longtemps*

*Ça fait plus rire personne*

*Quand les enfants sont grands*

Allô ! Réveillez-vous, les gnos ! Quand les enfants sont grands, il y a d'autres enfants. C'est ça, la vie ! Donc, les ballons sur le nez, ça fait toujours rire quelqu'un !

Dans *Le p'tit bonheur*, le grand Félix Leclerc écrit :

*Mon bonheur a fleuri*

*Il a fait des bourgeons*

*C'était le paradis*

*Ça s'voyait sur mon front*

Qu'est-ce qui se voyait sur son front ? Des bourgeons ? En d'autres mots, doit-on comprendre que le bonheur lui a fait faire de l'acné ?

*Besoin pour vivre*, de Dubois, est une magnifique chanson. On la chante sans se poser de question. Pourtant il y a un bout incompréhensible :

*J'ai besoin pour vivre sur terre d'essayer que les êtres*

*Ne manquent jamais de rien*

*Besoin de travailler rien que pour vous donner*

*Car je ne pourrais pas exister*

Comprenez-vous cette phrase,

vous ? Il a besoin de travailler rien que pour nous donner car il ne pourrait pas exister ??? Est-ce que Claude Dubois aurait écrit ce texte en collaboration avec Stéphane Ouellette sans nous le dire ?

Une écoute logique permet de constater que certaines chansons sont des pertes de temps. Au lieu de chanter *Je suis venu te dire que je m'en vais*, Gainsbourg aurait dû téléphoner à la fille. Comme ça, il n'aurait pas eu besoin de venir lui dire qu'il s'en va.

Puisqu'il est question de temps, vous êtes-vous déjà demandé pourquoi *Je reviens te chercher*, de Gilbert Bécaud, ne dure que 2 minutes 46 secondes ? C'est à cause de la finale :

*Je reviens te chercher*

*J'ai l'air bête sur ce palier*

*Aide-moi et viens m'embrasser*

*Un taxi est en bas qui attend*

Le compteur tourne durant toute la *tonne* ! Si la chanson avait duré trois ou quatre minutes, ça lui aurait coûté beaucoup trop cher de taxi ! Quand on écoute avec sa tête, on n'est pas ému, mais on comprend.

Il y a plein de chansons qui posent des questions qui restent sans

réponse. Quand on les écoute avec son cœur, on en pleure. Quand on les écoute logiquement, on trouve les réponses :

*Que reste-t-il de nos amours ?* Un enfant, un divorce et une pension alimentaire.

*Et maintenant, que vais-je faire ?* Tu vas aller voir un psy.

*Pourquoi le monde est sans amour ?* Parce que c'est de même.

*Et si tu n'existais pas, dis-moi pour quoi j'existerais ?* Aucune idée.

*Où sont-ils à présent mes vingt ans ?* Dans les cheveux que tu t'es fait greffer !

*Qu'est-ce que je viens de dire ?* Dire.

*Tu m'aimes-tu ?* Oui, mais chante moins fort.

*D'abord c'est quoi l'amour ?* Régarde *Sexe et Confidences*.

*Qui a le droit ?* La police.

*Qu'est qu'on attend pour être heureux ?* De gagner à la 6/49.

*Qui est la belle inconnue, la femme en bleu seule à sa table ?* Veux-tu vraiment le savoir ?

OK, c'est assez. Arrêtons de gâcher notre plaisir. Oui, les chansons charrient. Pis ? Au fond, c'est pour ça que notre cœur veut tant y croire.

*Quand j'aime une fois, j'aime pour toujours...*

## La Guilde des musiciens décidera demain de l'avenir de son président

ANDRÉ DUCHESNE

EN DÉPIT DE L'APPUI accordé par l'American Federation of Musicians à Émile Subirana dans le conflit qui l'oppose à la Guilde des musiciens du Québec, ce syndicat entend toujours tenir une assemblée générale extraordinaire demain, où il sera question de l'avenir de son président.

L'assemblée, qui aura lieu à 14 h à l'hôtel Delta de Montréal, pourrait se terminer par l'adoption d'une proposition visant à destituer M. Subirana, en conflit ouvert avec les autres membres du conseil d'administration de la Guilde. Une fois entérinée, la décision des membres sera vraisemblablement portée devant les tribunaux.

« Vendredi matin, l'American Federation of Musicians (AFM) a convoqué, sans nous avertir, une conférence de presse pour dire que l'assemblée de lundi (demain) ne serait peut-être pas conforme parce qu'il y aurait un vice dans la convocation. Franchement, ils cherchent des poux ! Si le président a tous les pouvoirs, moi, je demande à l'AFM à quoi peut bien servir un syndicat. Cela fait au moins 30 jours que nous leur demandons d'intervenir et ils ne le font pas », s'emporte le vice-président de la Guilde, Gérard Masse.

Depuis environ deux mois, la Guilde (qui est membre de l'AFM) est en conflit ouvert avec son président sur différents sujets, notamment sa sortie inélegante contre Charles Dutoit, à qui a conduit à la démission de ce dernier comme directeur artistique de l'Orchestre symphonique de Montréal.

Plus grave encore, la Guilde accuse M. Subirana d'avoir volontairement changé son statut d'employé pour devenir contractuel, ce qui s'est traduit par une hausse de 60 % (soit plusieurs dizaines de milliers de dollars) de sa rémunération. On lui reproche également de cacher les états financiers du syndicat. « Nous avons mis la main sur des chèques prouvant nos allégations », soutient M. Masse.

Le conflit s'envenimant, plus de 50 membres de la Guilde ont signé une pétition demandant la convocation d'une assemblée générale extraordinaire, ce qui, selon M. Masse, est conforme à l'article 45 des règlements de l'organisme. M. Subirana ne reconnaît pas cette convocation, et l'AFM lui donne raison sur une argumentation que M. Masse juge aussi boiteuse qu'obscur.

Il ajoute que, selon un autre règlement de la Guilde, M. Subirana a l'obligation de convoquer chaque mois une rencontre du conseil d'administration, ce qu'il n'a pas fait depuis trois mois. « Jamais l'AFM n'a levé le petit doigt pour le ramener à l'ordre, s'insurge M. Masse. Maintenant, ils nous menacent de tuelle. Le départ de M. Subirana serait la meilleure chose qui pourrait nous arriver, car le président ne ferait plus ce qu'il voudrait. »

### En minorité

Joint en début de soirée hier, M. Subirana a catégoriquement rejeté toutes les allégations du vice-président du syndicat. Il estime que ce dernier ne parle pas au nom d'une majorité de membres du conseil d'administration. « Ces gens-là ne représentent pas la Guilde, où ils sont en minorité », dit-il.

Selon M. Subirana, la Guilde ne peut convoquer une assemblée extraordinaire parce que ses règlements prévoient qu'en cas de conflit, on doit d'abord passer par d'autres canaux, notamment un comité d'arbitrage, pour tenter de dénouer l'impasse. Or, jamais cela n'a été fait, affirme-t-il. « Ils n'ont passé par aucune procédure normale. »

Entend-il poursuivre le vice-président et les autres membres avec qui il est en conflit devant les tribunaux ? Encore là, même réponse. « Nos règlements indiquent qu'on ne peut entamer de poursuites sans avoir épuisé tous les recours internes. » Mais, une fois ceux-ci épluchés, le litige pourrait éventuellement être porté devant la cour, indique le président, qui, d'une voix très assurée, estime que l'assemblée de demain n'aura aucune valeur. « Je suis sûr que l'AFM va blanchir mon image et celle de la Guilde dans cette affaire », ajoute-t-il.



**Émile Subirana**

## TVA perd deux journalistes

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

**Le service de l'information de TVA a subi vendredi un deuxième dur coup en un mois alors qu'un autre pilier de sa salle de nouvelles a remis sa démission.**

La Presse a en effet appris que Réjean Léveillé, spécialiste des reportages humains, quitte TVA pour devenir chef d'antenne à CKAC à compter du 12 août.

Le premier à remettre sa démission a été Armand Dubois, qui délaisse lui aussi le petit écran pour la radio afin de relever de nouveaux défis à Chicoutimi, où il oc-

cupera le poste de directeur de l'information de la radio de Radio-Canada.

Aux informations télévisées, M. Dubois était devenu le spécialiste des reportages dans le milieu de la santé. Il faisait régulièrement la manchette avec ses *scoops* dans ce domaine, sa crédibilité lui permettant d'obtenir des informations privilégiées.

Quant à Réjean Léveillé, 46 ans, il retourne à CKAC après une absence de plus de 12 ans. Il animera une émission d'actualités de 11h30 à 13h, en plus d'être entendu le matin à l'émission de Paul Arcand. Au moment de quitter cette station pour la télévision, il était directeur adjoint de l'information pour le réseau Télé-média.

Avec sa façon particulière de faire ses

reportages, principalement dans le cadre de l'émission *Coup de chapeau*, M. Léveillé s'était rapidement fait une renommée. Il était considéré comme l'ambassadeur de la bonne nouvelle à TVA.

Durant ses 12 ans et demi à TVA, il a participé à la couverture de grands événements, dont la crise d'Oka et l'attentat terroriste du 11 septembre à New York. Il a aussi été lecteur de nouvelles à l'occasion.

Dans les messages où elle vante l'expérience et la qualité de ses journalistes, TVA montre Armand Dubois et Réjean Léveillé dans le groupe de ses « élites ».

La direction de l'information de TVA n'a que quelques semaines avant la rentrée (et la reprise de la course aux cotes d'écoute) pour trouver deux reporters capables de faire oublier ces deux figures appréciées par ses téléspectateurs.

## McGill rejette l'idée de consacrer une chaire à la personnalité d'extrême droite Ayn Rand

ANDRÉ DUCHESNE

EN DÉPIT DE la promesse d'une juteuse contribution de 1,5 million, l'Université McGill a récemment rejeté la proposition de créer une chaire d'études consacrée à Ayn Rand, philosophe et romancière américaine d'extrême droite.

De hauts dirigeants de l'institution bicentenaire de la rue Sherbrooke affirment que cette décision s'appuie sur le fait que le sujet est beaucoup trop pointu pour y consacrer une chaire. D'autres personnalités du milieu voient toutefois d'un très mauvais oeil le fait d'accoler le nom de McGill à cette écrivaine, dont les propos en ont choqué plus d'un dans le passé.

C'est ce que rapportaient les quotidiens *The Gazette* et *The National Post* dans leur livraison d'hier. La nouvelle est passée inaperçue dans les médias francophones.

Dans une entrevue accordée au quotidien anglophone de la rue Saint-Jacques, le directeur de McGill, Bernard Shapiro, a indiqué que l'université tentait de convaincre les donateurs qui attachent des conditions à leur don de faire preuve d'une plus grande ouverture.

Dans le cas présent, le donateur en question, l'homme d'affaires Gilles Tremblay, souhaitait qu'une chaire consacrée à

Ayn Rand soit créée au département de philosophie. On lui a proposé d'étendre le champ d'études de cette chaire à la philosophie moderne et de lui donner le nom de la famille Tremblay, ce qui a été rejeté.

« Même si nous vivons des années difficiles sur le plan financier, nous n'allons pas vendre notre âme uniquement pour remplir nos coffres », a indiqué M. Shapiro.

Née en 1905 à Saint-Petersbourg, en Russie, et morte à New York en 1982, Ayn Rand s'est fait connaître pour ses écrits prônant l'individualisme allant jusqu'à l'égoïsme le plus pur ainsi que le capitalisme dans ses formes les plus radicales. Elle compte parmi ses admirateurs le président de la réserve fédérale américaine, Alan Greenspan. Ses croyances, regroupées sous le concept de l'objectivisme, ont suscité l'intérêt de millions de lecteurs de par le monde, mais sont demeurées en marge des grandes écoles de pensées.

Une petite recherche sur Internet démontre l'intérêt que portent encore au-

jourd'hui de nombreux adeptes à la philosophie de Mme Rand. On trouve par exemple un Institut Ayn Rand en Californie, une Société Ayn Rand ainsi qu'une bibliothèque et un journal consacrés à ses écrits. Une revue, *Objectivism Today*, s'inspire de son travail.

Dans un tout récent communiqué de presse, l'Institut Ayn Rand ([www.aynrand.org](http://www.aynrand.org)) annonçait la création du Capitalism Defense Project, un site Web consacré à la défense du capitalisme et comprenant un kit consacré à la défense morale des entrepreneurs.

À McGill, il semble bien qu'on ait pas trouvé drôle l'idée d'ouvrir les portes de l'institution à cette forme de pensée. Un professeur compare cette possibilité à celle de voir le département de sciences politiques jongler avec l'idée de créer une chaire Adolf Hitler en politique internationale.

Quant au principal donateur, que *La Presse* a vainement tenté de joindre, il a déclaré croire en la philosophie de Mme Rand et souhaiter la faire connaître.

## Une simple marche

Le simple fait de marcher d'un bon pas quotidiennement procure énormément de bienfaits à vos articulations, les ligaments et les cartilages articulaires qui subissent favorablement les effets de l'activité et négativement la résultante de l'inactivité. Une articulation c'est fait pour bouger. Dérouillez les articulations!

Quand les articulations grincent, c'est que le cartilage est en danger. Flex-O-Flex vous apporte d'innombrables solutions naturelles qui préservent le cartilage d'une usure prématurée, tout en stimulant sa reconstruction et en favorisant le métabolisme du collagène. Sept formules distinctes et exclusives à Flex-O-Flex procurent un bien-être démontré aux articulations.

Une des sept formules exclusives de Flex-O-Flex est une formule choc en ampoules buvables de 2 000 mg de sulfate de glucosamine, une dose supranutritionnelle, une véritable mine de glucosamine, d'assimilation rapide, un nourriflex par excellence. Pourquoi ne pas essayer aussi le Flex-O-Flex à la capsaisine. Ou la crème analgésique à la capsaisine, exclusive à Flex-O-Flex (DIN émis par Santé Canada) peut vous apporter une hémoccentration ou hyperhémie active, c'est-à-dire une concentration saturatoire du sang LA OÙ ÇA FAIT MAL.

Des produits

**Bio-Actif**

Montréal : (514) 272-1365  
Mauricie : (819) 378-7777

Ligne extérieure : 1 800 272-1365  
Estrie : (819) 823-3322

LOTO QUÉBEC		Résultats TVA, le réseau des tirages	
	Tirage du 2002-07-27		Tirage du 2002-07-27
01 05 13 22 28 43		09 14 17 32 43 44	
Complémentaire: (09)		Complémentaire: (06)	
	Tirage du 2002-07-27		Tirage du 2002-07-27
05 08 09 13 18 19 20 21 25 26 37 40 41 44 50 52 57 60 66 69		NUMÉRO: 694097	
	Tirage du 2002-07-27		Tirage du 2002-07-26
741 7591		NUMÉRO: 672942	
	Tirage du 2002-07-26	GAGNANTS LOTS	
17 26 33 34 37 40 42	7/7 1 12 500 000,00 \$		
Complémentaire: (01)	6/7+ 2 208 202,20 \$		
Ventes totales: 22 193 778 \$	6/7 104 3 503,40 \$		
Prochain gros lot (appr.): 15 000 000 \$	5/7 8 345 155,90 \$		
	4/7 179 192 10,00 \$		
	3/7 164 145 10,00 \$		
	3/7 1 498 637 Participation gratuite		
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			
Si vous avez un problème de jeu...		MISE SUR TOI 1 866 505-JEUX	

ANIMAUX

**4 jours consécutifs** pour seulement **30,48 \$\*** pour 3 lignes  
2,54 \$\* par ligne additionnelle par jour \*taxes en sus

**LES PETITES ANNONCES** La Presse cyberpresse.ca  
**987-VENDU** sans frais 1 866 987-VENDU (8363)  
Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

Dans le monde conservateur de la politique, très peu d'homosexuels décident d'afficher leur orientation. Peur de la réaction des électeurs et des collègues, crainte de voir leur carrière marginalisée, la grande majorité des homosexuels tiennent à garder le secret sur leur vie privée. D'autres, par contre, ne s'en cachent pas et font même des droits des homosexuels leur cheval de bataille politique. À l'occasion de la semaine de la fierté gaie, *La Presse* vous présente aujourd'hui l'histoire d'un politicien britannique conservateur qui a manqué son pari, et celle du maire de Berlin.

# UN PARI TROP RISQUÉ

## Michael Portillo brûlait de diriger le Parti conservateur britannique



ISABELLE HACHEY

### LA PRESSE À LONDRES

LONDRES — Michael Portillo a pris le plus grand risque de sa carrière politique en avouant avoir eu des relations homosexuelles dans sa jeunesse.

L'ambitieux politicien avait fait le pari que les Britanniques étaient mûrs pour élire un tel homme comme premier ministre. Mais l'étoile montante du Parti conservateur devait d'abord convaincre ses propres collègues tories, un pari autrement plus hasardeux.



Depuis plusieurs années, M. Portillo brûlait de diriger une formation pourtant largement perçue comme étant raciste, sexiste et homophobe. Il semblait sur le point d'y parvenir lors de la course à la direction du Parti conservateur, à l'été 2001. Mais plusieurs tories frémissaient d'horreur à l'idée d'être menés par un bisexuel, fils de réfugié espagnol

par dessus le marché ! C'était trop leur demander : ils ont préféré Duncan Smith à M. Portillo, qui a annoncé qu'il quittait la scène politique peu après sa défaite.

### Mauvaise sortie

Trois ans plus tôt, la « sortie de placard » du politicien avait été encore plus pénible que prévu. En effet, on aurait pu s'attendre à ce que M. Portillo, 49 ans, soit porté aux nues par les activistes gais pour avoir eu le courage de révéler au public son passé homosexuel, en septembre 1999. C'est tout le contraire qui s'est produit. Non seulement est-il devenu la cible de l'aile droite conservatrice, mais aussi des militants gais, qui l'ont accusé d'hypocrisie et même de bigoterie !

C'est que Michael Portillo a longtemps été le champion de la droite pure et dure au sein du Parti conservateur. Ministre du Trésor, il a mis la hache dans les services publics. Ministre de la Défense, il n'a rien fait pour lever l'exclusion des homosexuels dans les forces armées. En février 1994, il a voté contre l'abaissement de l'âge de consentement des couples gais, fixé à 18 ans — contre 16 pour les couples hétérosexuels. « Pour moi, c'était de la pure hypocrisie », a confié au *Guardian* son ancien amant, Nigel Hart. « Après tout, il avait 20 ans quand nous avons fait l'amour pour la première fois. À l'époque, l'âge de consentement des gais était de 21 ans. »



Michael Portillo

« Les princes, les *pop stars* et même les politiciens ont droit à la vie privée, comme tout le monde. Mais pas les hypocrites. Je pense que les homosexuels qui cherchent le pouvoir et qui, l'ayant obtenu, l'utilisent pour maintenir le statut de troisième classe accordé aux gais ont renoncé à ce droit », écrivait M.

Hart pour expliquer sa propre sortie publique, effectuée peu après celle du politicien.

Selon M. Hart, les confessions de M. Portillo étaient tout sauf courageuses. Après une humiliante défaite dans sa circonscription aux élections générales de 1997, le politicien avait plutôt décidé de se réinventer une personnalité de conservateur généreux et sensible. Jusque-là, il n'avait juré que par le libre marché, avait adulé Margaret Thatcher et avait fait preuve d'un extrême euroscepticisme. Son attitude lui avait sans doute permis de gagner la faveur de ses collègues, mais elle était

trop frileuse pour lui permettre de se faire élire premier ministre. Le succès avec lequel il avait réussi sa conversion avait suscité l'envie des autres tories et l'admiration discrète des stratèges travaillistes.

En révélant avoir eu une période rose au collège, M. Portillo voulait désamorcer la « bombe » que les

tabloïds n'auraient pas manqué, tôt ou tard, de faire sauter. Mais il s'agissait d'abord d'un calcul politique : il pensait que son passé pourrait l'aider à adoucir son image en le faisant paraître comme un individu plus complexe. Il savait que, dans le grand théâtre de la politique, les acteurs peuvent gagner le cœur du public en révélant leur côté vulnérable et humain. Michael Portillo était le maître de l'opportunisme.

### Un passé... derrière lui!

Les explications du politicien sur sa vie sexuelle avaient d'ailleurs pour but d'apaiser et non de défier les homophobes de son parti : il a assuré que tout cela était « derrière lui » (un double sens bien involontaire), qu'il était hétérosexuel depuis son entrée en politique et qu'il vivait parfaitement heureux dans le mariage. « Il ne dit pas qu'il est content d'être gai. Il ne dit même pas que c'est correct d'être gai », remarquait le chroniqueur Andrew Rawnsley, de l'hebdomadaire dominical *The Observer*.

L'ironie de l'histoire, c'est qu'un homme ayant bâti sa carrière politique en exploitant les pires préjugés de son parti a cru possible de poursuivre son ascension en les combattant. C'était un pari beaucoup trop risqué. Les bigots, dont il faisait lui-même partie il n'y a pas si longtemps, ont eu sa peau.

# « Je suis homosexuel, et c'est aussi bien comme ça! »

## Klaus Wowereit, maire de Berlin

ISABELLE HACHEY  
envoyée spéciale

BERLIN — Formuler une phrase marquante, qui frappera l'imaginaire collectif au point de passer à l'histoire : c'est le rêve de tous les politiciens du monde, bien que très peu soient en mesure de le réaliser. Klaus Wowereit a réussi ce tour de force. En pleine course à la mairie de Berlin, une simple déclaration a marqué les esprits, en plus de valoir à son auteur une notoriété immédiate bien au-delà des frontières de la capitale allemande : « Je suis homosexuel, et c'est aussi bien comme ça. »

« *Ich bin schwul und das ist gut so.* » Quatre-vingt millions d'Allemands connaissent cette fameuse phrase, prononcée en juin 2001 par le candidat social-démocrate alors qu'il brigait la mairie de la capitale. Du jour au lendemain, l'expression a catapulté M. Wowereit, jusque-là relativement inconnu, sur la scène politique nationale, lui assurant du même coup une place de choix dans les talk-shows et sur les carnets d'invitation des réceptions mondaines du Tout-Berlin.

La formule a été reproduite sur les t-shirts et les bannières du défilé de la fierté gaie de Berlin. « Je suis lesbienne, et c'est encore mieux ! » ont scandé les participantes dans les rues de la capitale, alors que flottait pour la première fois le drapeau arc-en-ciel au sommet de l'hôtel de ville.

La mode ne s'est pas limitée à la communauté homosexuelle : l'expression est passée dans le langage populaire, comme c'est le cas des slogans publicitaires particulièrement efficaces. Flairant un bon filon, un député conservateur a même déposé la phrase auprès de l'Office des marques et licences de Munich, en août 2001, question de s'en réserver le droit d'exploitation commerciale !

Klaus Wowereit, 48 ans, n'avait pourtant pas l'intention d'exploiter son orientation sexuelle à des fins électorales. Au contraire, il a précisé plusieurs fois qu'il ne ferait pas de « politique homosexuelle, mais en tant qu'homosexuel ». Il a tout fait pour que l'enjeu ne domine pas sa campagne, tenant son conjoint à l'écart et allant même jusqu'à « emprunter » la femme d'un ami lors d'une réception en l'honneur du président russe, Vla-

dimir Poutine, dans le but d'éviter un malaise.

La désormais célèbre sortie de placard de M. Wowereit visait plutôt à désamorcer la bombe que la presse à scandales s'appropriait à faire sauter. Le politicien savait qu'un tabloïd sensationnaliste était sur le point de révéler son homosexualité. Mieux valait lui couper l'herbe sous le pied, explique Marcus Behrens, directeur adjoint de Mann-o-Meter, un organisme dédié aux homosexuels de Berlin. « Deux jours de plus, et l'histoire aurait fait scandale ! »

### De Paris à Berlin

Dans un pays où les noms de deux importants partis politiques comportent le mot « chrétien » et où la « protection de la famille » est enchâssée dans la Constitution, l'homosexualité du candidat de gauche aurait pu, en effet, représenter un handicap. On aurait pu croire que les Berlinoïses n'étaient pas comme ces Parisiens libertaires, qui n'avaient pas hésité, trois mois plus tôt, à élire un maire ouvertement homosexuel, Bertrand Delanoë. On aurait aussi pu se rappeler qu'ils habitent la capitale d'un pays où des milliers d'hommes gais ont été persécutés pendant l'ère nazie, et où l'article 175 (une loi hitlérienne faisant de l'homosexualité un crime) a été maintenu jusqu'en 1969.

Et pourtant, à l'issue des élections d'octobre 2001, M. Wowereit est devenu le premier dirigeant politique ouvertement homosexuel en Allemagne. L'accueil enthousiaste que lui ont réservé les Berlinoïses n'était pas uniquement dû à son habileté politique, qui lui a permis de prévenir le soi-disant scandale. Après la chute du mur, Berlin est vite devenue une métropole ouverte, cosmopolite et tolérante. « La société a beaucoup évolué, dit Klaus Jetz, porte-parole de la Fédération des gais et lesbiennes du pays. Selon les sondages, les trois quarts des Allemands n'ont aucun problème avec les homosexuels. »

Dans la capitale, pas moins de 84 % des Berlinoïses ont affirmé n'avoir aucune objection à être dirigés par un maire gai.

Berlin est désormais considérée comme la Mecque des homosexuels en Europe. Les 340 000 gais et lesbiennes qui y vivent — sur une population de 3,4 millions — peuvent se balader main-



Klaus Wowereit

dans la main, se bécoter sur les bancs publics, bref, mener leur vie de couple au grand jour. Mieux, ils peuvent « vivre une vie exclusivement gaie à Berlin : travailler dans une firme gaie, s'entraîner dans un gym gai, acheter des vêtements dans une boutique gaie, dîner dans un restaurant gai. Quand ce sera l'heure de partir, un entrepreneur de pompes funèbres gai peut même fournir un cercueil en peluche rose », selon le guide *Time Out*, qui énumère sur plusieurs pages les nombreux endroits dédiés aux homosexuels, du café de quartier sympa aux hôtels et aux cinémas, en passant par les bars dotés de pièces sombres où tout (mais alors, vraiment tout) est permis.

Ce n'est pas exactement une première. Certains historiens situent à Berlin la naissance du mouvement de défense des droits des homosexuels, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1920, gais, lesbiennes et anticonformistes allemands affluaient dans la capitale, attirés par les cabarets et les nuits exotiques de la métropole aux mœurs libres, l'une des premières villes du monde à héberger une véritable communauté homosexuelle, fréquentée par Christopher Isher-

wood et Marlène Dietrich.

« Sous la République de Weimar, cela ne semblait être qu'une question de temps avant la dépenalisation de l'homosexualité », selon des documents d'archives colligés par le Musée homosexuel (hé oui !) de Berlin. Mais ces espoirs ont été brutalement écrasés par l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, en 1933.

Quelque 15 000 homosexuels allemands, considérés déviants par les nazis, ont été emprisonnés dans les années trente, puis envoyés au front ou dans des camps de concentration durant la guerre. La Gestapo a fermé une centaine de clubs, cafés et librairies,

précédant à des raids et des arrestations massives. Identifiés par un triangle rose, les homosexuels devaient dénoncer leurs compagnons sous la torture. Des centaines d'entre eux ont été tués.

Aujourd'hui, les survivants font encore campagne pour être officiellement reconnus comme victimes du régime nazi et obtenir compensation. Jusqu'à maintenant, ils n'ont guère eu droit à plus qu'une plaque commémorative, fixée à la station de métro Nollendorfplatz.

« Après la guerre, la RFA n'a pas invalidé l'article 175, souligne M. Jetz. Bien sûr, il n'y avait plus de camps, mais les hommes qui avaient été persécutés couraient toujours le risque d'être jetés en prison dans les années 1950 et 1960. »

Au cours de cette période pas toujours rose, en pleine guerre froide, les homosexuels ont afflué dans la métropole. De chaque côté du mur : Berlin-Est était le seul endroit de la RDA où ils pouvaient mener leur vie sans trop se cacher ; Berlin-Ouest agissait comme un aimant sur les pacifistes, artistes et homosexuels qui fuyaient la

conscription en RFA. Aujourd'hui encore, la ville réunifiée compte deux quartiers gais, à l'est et à l'ouest.

### Quel tabou ?

À Berlin, ville ouverte, le tabou brisé l'an dernier par M. Wowereit ne concerne pas tant sa sortie du placard que son alliance avec les néo-communistes, une décision autrement plus controversée que la question de son orientation sexuelle.

En moins d'un an, le politicien semble avoir conquis les plus sceptiques. Il s'est forgé une véritable stature de chef de gouvernement régional, s'est affiché aux côtés du chancelier Gerhard Schröder et a décroché la présidence de la chambre haute, devenant ainsi le troisième homme politique de l'Allemagne.

Qu'un politicien si important affiche son homosexualité poussera peut-être d'autres personnalités à suivre l'exemple, se réjouit Marcus Behrens. Pour l'instant, les politiciens allemands demeurent frileux : pas un seul ministre fédéral ne s'est déclaré homosexuel. Des 666 députés du Bundestag, seulement trois, tous à gauche, ont osé le faire. Edmund Stoiber, rival conservateur de M. Schröder aux élections de septembre, a qualifié de « regrettable » une récente décision de la Cour suprême, qui a maintenu une loi permettant le mariage des couples homosexuels (en vigueur depuis août 2001).

La droite conservatrice, qui voulait faire invalider la loi sous prétexte que le mariage gai contrevient aux dispositions constitutionnelles protégeant les familles, n'a pas évolué aussi rapidement que la société allemande. Au pays, le débat sur les mariages et l'aveu public du maire ont carrément fait de l'homosexualité un thème à la mode. Pour la première fois, les couples gais envahissent le petit écran, nouveaux héros de pubs branchés visant le grand public. De quoi déguster le candidat déchu à la mairie de Berlin, Frank Steffel, qui n'a rien trouvé de mieux que de déplorer le « caractère déviant » de son rival.

## COMMERCE INTERNATIONAL

# Bush attend le verdict du Sénat

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le président américain George W. Bush a félicité hier la Chambre des représentants de lui avoir donné l'autorité de négocier des accords commerciaux internationaux et a appelé le Sénat à faire de même.

Il a aussi promis de signer la nouvelle loi réformant la comptabilité des entreprises.

« Depuis près de 10 ans, l'Amérique n'a pas bénéficié de l'Autorité pour la promotion du commerce (TPA, anciennement connue sous le nom de *fast track*) et de la capacité d'utiliser pleinement les occasions commerciales » qui s'offraient à elle, a souligné le président dans un communiqué.

« Je félicite les dirigeants de la Chambre pour s'être mis d'accord sur le TPA, lequel ouvrira des marchés, augmentera les ouvertures et créera des emplois pour les travailleurs et les agriculteurs américains », a-t-il ajouté.

La Chambre des représentants « a montré son engagement à faire quelque chose au nom du peuple américain, et j'appelle le Sénat à voter cette bonne loi avant qu'il ne se mette en congé d'été pour août » la semaine prochaine, a précisé le président.

Les représentants ont accordé de justesse, par 215 voix contre 212, à George W. Bush le droit de négocier des accords commerciaux

internationaux. Le TPA donnera au président le droit pendant cinq ans de négocier des accords commerciaux sans craindre d'en voir des éléments remis en cause lors de leur examen au Congrès.

## D'autres éloges

Lors de son allocution radiodiffusée hebdomadaire, le président a aussi félicité le Congrès d'avoir trouvé un accord visant à réformer la comptabilité des entreprises, après la série de scandales qui ont contribué à faire baisser les Bourses.

La Chambre et le Sénat ont trouvé une entente allant au-delà des clivages politiques pour accroître les sanctions contre les patrons fraudeurs et réformer les sociétés d'audit, permettant ainsi « aux investisseurs et aux employés d'avoir confiance dans les déclarations comptables de leurs sociétés cotées en bourse », a souligné le président.

« Cette législation aidera à rassurer les Américains sur l'état sain et juste de notre système économique. Je remercie le Congrès pour son travail difficile et j'entends signer la loi la semaine prochaine », a-t-il précisé.

George W. Bush a enfin appelé le Sénat à entériner avant ses vacances d'août une série de mesures, notamment la création d'un nouveau département sur la sécurité intérieure et des crédits pour le Pentagone.

## AMÉRIQUE DU SUD

# L'unité régionale d'abord

Associated Press

GUAYAQUIL — Le sommet de Guayaquil, qui a réuni pendant deux jours 10 présidents sud-américains dans cette ville de l'Équateur, s'est terminé hier sur un appel à un renforcement de leur propre coopération régionale, afin de mieux négocier par la suite une zone de libre-échange avec les États-Unis.

Dans leur document final, baptisé Consensus de Guayaquil, les 10 chefs d'État jugent important de renforcer d'abord la coopération entre les deux grands blocs commerciaux d'Amérique du Sud, en vue d'établir une vaste zone de libre-échange sur l'ensemble du continent.

Les deux principaux blocs commerciaux sud-américains sont d'une part le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay, avec le Chili et la Bolivie comme membres associés), et d'autre part le Pacte andin (Venezuela, Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie).

En 1994, 34 pays du continent se sont mis d'accord pour négocier une Aire commerciale libre des Amériques (Free Trade Area of the Americas, FTAA) d'ici 2005, même si le calendrier de sa mise en oeuvre est encore flou. Elle s'étendrait du Canada au Chili et comprendrait les États-Unis.

## Le protectionnisme dénoncé

Les dirigeants sud-américains ont aussi déploré le protectionnisme des pays développés. Une rafale de critiques contre les pays riches pour leurs « restrictions » dans les échanges commerciaux a été déversée par

les intervenants, à l'heure où leur pays, l'Argentine en tête, mais à l'exception du Chili, sont plongés dans l'une des plus graves crises économiques de leur histoire.

Dès l'ouverture du sommet, Fernando Henrique Cardoso, le président du Brésil, a donné le ton, dans un climat général de récriminations contre les pays plus développés. « On parle d'intégration, mais en pratiquant l'exclusion », avait-il affirmé à propos de l'élargissement de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) avec l'Amérique du Sud, sans se référer nommément aux pays concernés: les États-Unis et le Canada. Cette mise en cause, suivie par d'autres, a toutefois été prononcée avant le vote de la Chambre des Représentants américaine, dans la nuit de vendredi à samedi, autorisant le président George W. Bush à négocier des accords commerciaux internationaux.

Les pays d'Amérique du Sud n'avaient cessé d'insister pour l'adoption d'un tel texte, considéré comme un outil indispensable à une accélération des négociations de la ZLEA.

Les États-Unis ont par contre été sévèrement montrés du doigt par Heinz Moeller, le ministre des Affaires étrangères de l'Équateur, pays hôte du sommet. « On leur demande de ne plus nous donner de leçons de morale et de bonne conduite », a-t-il martelé. Leur tendance à « nous dire comment nous comporter après les scandales qui ont secoué les racines du néo-capitalisme est presque ironique », a conclu le ministre.

# Un pas de plus vers un superministère américain de la Sécurité intérieure

Associated Press

WASHINGTON — Conséquence directe des attentats du 11 septembre et des failles qu'ils ont révélées dans la surveillance du territoire américain, la proposition de George W. Bush visant à créer un superministère de la Sécurité intérieure a été adoptée par la Chambre des représentants.

Cette réorganisation du gouvernement offrirait de larges pouvoirs au président des États-Unis, comme le désire le chef de la Maison-Blanche, pour lutter contre la menace terroriste.

La Chambre des représentants, à majorité républicaine, a approuvé vendredi à 295 voix contre 132 la Loi sur la sécurité intérieure, créant un conflit ouvert avec le Sénat tenu par les démocrates, qui ont proposé de leur côté une version du texte à laquelle Bush devrait opposer son veto. Selon lui, elle comprendrait des contraintes en matière d'embauche et de licenciement.

« En temps de guerre, c'est une mauvaise période pour affaiblir le pouvoir du président dans sa protection du peuple américain », a commenté George W. Bush depuis la Maison-Blanche, un peu plus tôt dans la journée.

Dans un communiqué diffusé après l'adoption de la loi, le président américain a souligné que la Chambre des représentants avait « manifesté un engagement fort afin d'améliorer la sécurité des Américains ». « J'exhorte les séna-

teurs à faire de même avant la fin de la session du mois d'août » qui débute vendredi prochain, a-t-il ajouté.

Au sein de la Chambre, de nombreux démocrates ont cependant fait part de leur mécontentement, jugeant que cette loi affaiblissait la fonction publique et la protection syndicale, ensevelissait de trop nombreuses informations sous le sceau du secret et menaçait la sécurité des passagers des avions. « Je sais que nous avons tous le même but, mais nous avons une manière différente de l'atteindre », a ainsi constaté Nancy Pelosi, du Parti démocrate.

La loi sur la Sécurité intérieure fusionne les 22 entités fédérales en une seule, comprenant 170 000 salariés avec un budget de 38 milliards de dollars. Il s'agirait de la plus importante réorganisation gouvernementale depuis les années 40.

Les garde-côtes, les patrouilles frontalières, les douanes, la sécurité des transports, les services secrets et l'agence de gestion de l'urgence figureraient parmi les entités absorbées dans le nouveau ministère.

La Chambre des représentants a également voté à 229 voix contre 201 un amendement républicain autorisant le président à lever la protection syndicale pour des raisons précises de sécurité intérieure, et ce à un niveau supérieur à ce qui existe actuellement dans la loi.



Une grenade composée de milliers de petites billes de métal a explosé hier dans une discothèque de Linz, en Autriche, blessant 27 jeunes, dont deux gravement.

# Explosion dans une discothèque en Autriche

Associated Press

LINZ, Autriche — Les autorités autrichiennes ont dépêché une équipe d'experts en explosifs à Linz pour enquêter sur l'explosion d'une grenade qui a fait 27 blessés, dont deux graves, tôt hier matin, dans une discothèque d'un quartier d'immigrants.

La grenade a sauté vers 3h20 dans l'établissement X-Large Disco, à Linz, à environ 200 km à l'ouest de Vienne. La déflagration, projetant de minuscules boules de métal, a fait 27 blessés, pour la plupart des adolescents âgés de 15 à 19 ans.

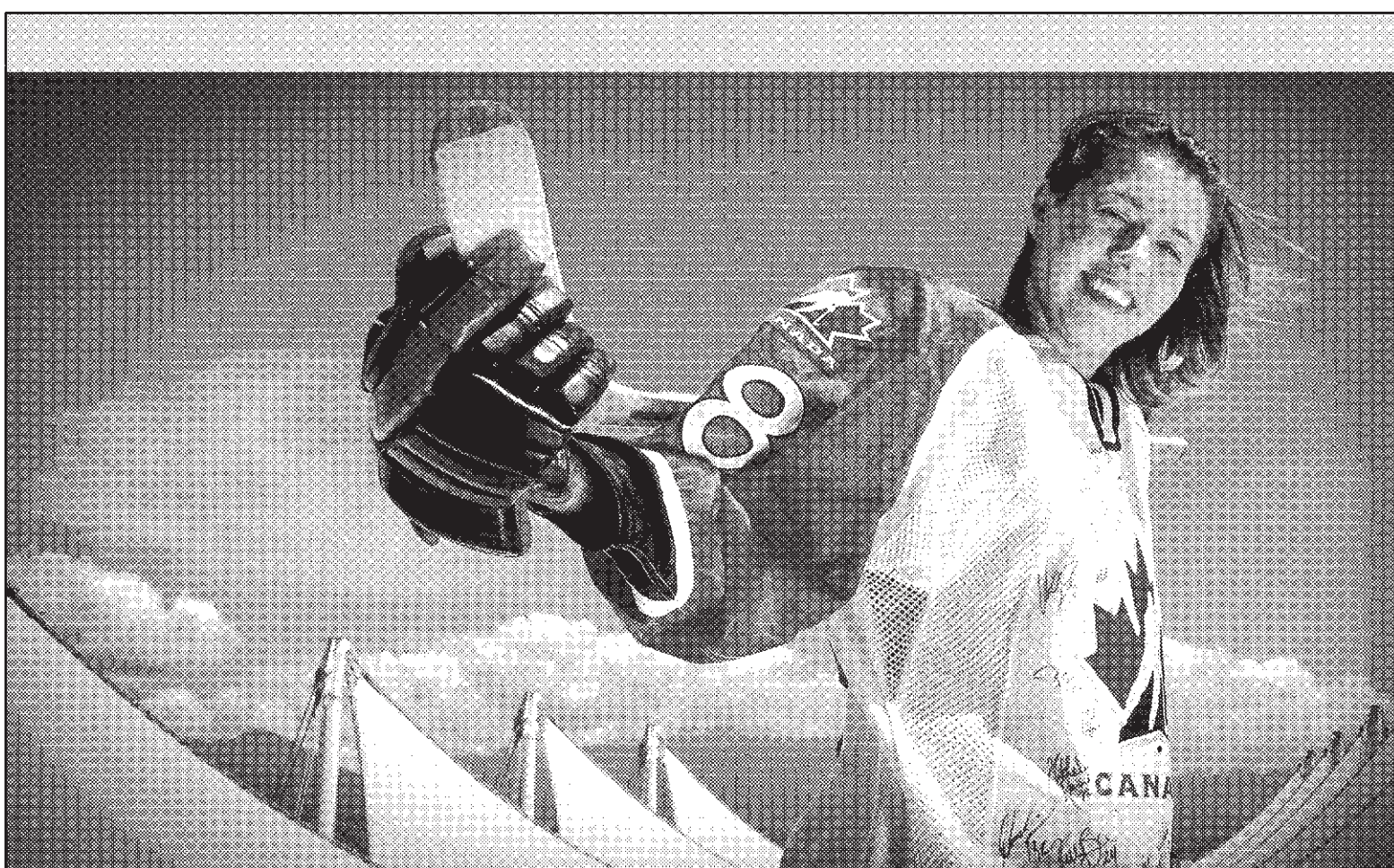
« Il y a eu un éclair dans la zone du DJ sur la piste de danse, suivi d'une terrible explosion », a expliqué Michael Tischlinger, le porte-parole de la police, citant les témoignages de personnes présentes. Au moment des faits, une quarantaine de personnes se trouvaient

dans la discothèque. « Il y avait du sang partout », a raconté l'un des témoins, interrogé par la télévision autrichienne.

Située dans une ancienne usine d'un quartier délabré de Linz, la discothèque — et le restaurant attenant — est très fréquentée par des jeunes serbes et croates.

Après l'explosion, les adolescents blessés ont été évacués vers les hôpitaux les plus proches pour de légères blessures, dues à des éclats de métal enfoncés sous la peau et parfois dans les os et les organes internes. Ils ont tous quitté l'hôpital, à l'exception des deux adolescents les plus sérieusement touchés. Leur vie ne serait menacée, selon un des médecins.

La police n'a pour l'heure avancé aucune explication sur les motifs de l'attaque.



Rêve n° 18 096

Que le feu de la passion continue de brûler

Partagez vos rêves sur [www.hiver2010.com](http://www.hiver2010.com)

Lorsque mon patin a touché la patinoire lors du premier match de hockey féminin aux Jeux de Nagano, j'ai cru que le feu de ma passion allait consumer la glace. Je veux que ce feu continue de brûler pour les Jeux de 2010 à Vancouver, et je veux laisser un souvenir à toutes les petites filles qui ont le même rêve que moi. Car c'est lorsqu'un rêve est partagé qu'il devient réalité.

Nancy Drolet,  
Gagnante de la médaille d'argent en 1998, Équipe Canada  
Drummondville, Québec

TM  
  
2010  
VANCOUVER

La Presse

C'est l'occasion pour nous de briller.



EXPRESS INTERNATIONAL

## Afghanistan | Cinq Américains blessés

CINQ SOLDATS américains ont été blessés et deux membres de milices afghanes, qui les accompagnaient, tués, hier, au cours d'une fusillade nourrie qui avait débuté par des tirs d'armes légères lors d'une mission de reconnaissance, dans le sud-est de l'Afghanistan, selon un porte-parole de l'armée. L'attaque s'est produite à environ 12 km à l'est de la ville de Khost et a duré près de quatre heures et demie, a précisé le colonel Roger King. Les militaires, dont les identités n'ont pas été communiquées, ont été évacués sur la principale base militaire américaine à Bagram, à 18 km au nord de Kaboul, la capitale, pour y être soignés. Quatre ont été légèrement touchés au début de la fusillade et leurs jours n'étaient pas en danger, alors que le cinquième, évacué par hélicoptère était dans un état incertain. — *d'après AP*

## Irak | Six opposants aux É.-U.

LES ÉTATS-UNIS ont invité six dirigeants de l'opposition irakienne pour des discussions à Washington sur l'avenir de leur pays, a déclaré hier un porte-parole du département d'État, confirmant une information donnée auparavant par l'opposition irakienne. « Des dirigeants de l'opposition ont été invités à Washington pour une réunion le 9 ou le 16 août, organisée conjointement par le sous-secrétaire d'État (Marc Grossman) et le sous-secrétaire à la Défense (Douglas Feith) », a déclaré le porte-parole, Frederick Jones. Il n'a pas été en mesure de dire combien de jours les discussions pouvaient durer. « L'objectif de la rencontre est de discuter des prochaines étapes de notre coordination avec l'opposition irakienne », a-t-il précisé. Les personnalités invitées sont les chefs kurdes Massoud Barzani et Jalal Talabani, qui se partagent le contrôle du nord de l'Irak, Ahmed Chalabi et Al-Charif Ali Ben Hussein (CNI), le chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII, opposition chiite basée en Iran), l'ayatollah Mohamed-Baqer Al-Hakim, et Iyad Alauou du Mouvement de l'Accord national (MAN). — *d'après AFP*

## TPI | Insuffisance de preuves

LE PROCUREUR du Tribunal pénal international (TPI) a abandonné pour « insuffisance de preuves » les poursuites contre l'ancien général de l'armée fédérale yougoslave (JNA) Milan Zec, accusé de crimes de guerre pour les attaques contre la ville croate de Dubrovnik en 1991, a annoncé hier un porte-parole du TPI. « Les charges figurant dans l'acte d'accusation sont retirées pour le moment après une enquête approfondie », a déclaré à l'AFP le porte-parole, Jim Landale. « Le bureau du procureur en a conclu qu'il y a insuffisance de preuves pour poursuivre la procédure compte tenu de l'acte d'accusation », a-t-il ajouté. Toujours en fuite, Milan Zec n'a pas été arrêté et ne s'est pas rendu volontairement. Avec trois autres officiers de la JNA, Pavle Strugar, Miodrag Jokic et Vladimir Kovacevic, Milan Zec avait été inculpé l'an dernier de violations des lois et coutumes de guerre et de graves violations des Conventions de Genève sur la protection des civils en temps de guerre pour leur rôle dans les attaques contre Dubrovnik, durant la première année de la guerre en Croatie (1991-1995). — *d'après AFP*

## Tunisie | Grève Nasraoui

L'OPPOSANT Hamma Hammami, dont l'épouse Radia Nasraoui est en grève de la faim pour réclamer sa libération, « ne peut être gracié avant l'épuisement des recours prévus par la loi, ont annoncé hier les autorités tunisiennes. « La grâce du condamné, si elle est requise, ne peut intervenir qu'après jugement définitif et épuisement des recours », en l'occurrence après un arrêt de la cour de cassation, selon un communiqué des autorités judiciaires. Ce communiqué transmis hier à l'AFP est la première réaction officielle à la grève de la faim observée depuis le 26 juin dernier par l'avocate Radia Nasraoui pour réclamer « la libération immédiate et sans condition » de son mari et la « cessation des actes de harcèlement », dont elle l'objet ainsi que ses enfants. Hamma Hammami, 50 ans, jugé essentiellement pour appartenance à un parti d'extrême gauche, a été condamné en appel le 30 mars dernier à trois ans et deux mois de prison ferme, un verdict réduisant un jugement antérieur par défaut de neuf ans de prison. — *d'après AFP*

## Algérie | Journaliste égorgé

MOURAD BELKACEM, présentateur du journal télévisé sur Canal-Algérie, le service international de la télévision algérienne, a été retrouvé assassiné vendredi soir à son domicile, a rapporté hier l'agence officielle algérienne APS. La victime a été tuée à l'arme blanche aux environs de 22 h 30 locales à son domicile situé à 500 mètres du siège de la télévision algérienne, selon APS qui a cité son entourage. Le journaliste qui venait de prendre son congé annuel pour rejoindre sa famille, partie la veille en vacances, se trouvait seul au moment de l'agression. Son cadavre a été découvert dans un placard, pieds et poings ligotés. Il portait des traces de coup à l'arrière du crâne et sur l'arcade sourcilière, a-t-on appris de même source. Selon l'agence APS, le véhicule de la victime, une Renault Clio, n'a pas été retrouvé de même que ses effets personnels qui ont été emportés par les auteurs de l'assassinat. La dépouille de Mourad Belkacem a été transférée hier au service de médecine légale à l'hôpital Mustapha d'Alger pour une autopsie et aucune piste n'a été évoquée quant à l'origine de l'assassinat. Au mois de mai, un autre journaliste algérien, Hamid Laribi, avait été retrouvé égorgé à son domicile. — *d'après AP*

## Japon | Meeting de l'OMC

TOKYO — Les ministres des cinq plus grandes puissances agricoles ont achevé hier à Nara, au Japon, deux jours de négociations préparatoires à la réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), sans parvenir à un compromis sur la réduction des subventions agricoles et l'accélération de l'ouverture des marchés intérieurs. Le secrétaire à l'Agriculture des États-Unis, Ann Veneman, a réaffirmé hier au cours d'une conférence de presse que « les États-Unis sont désireux d'apporter des modifications à leur politique agricole si les autres pays en font autant ». Ann Veneman a défendu un projet qui vise à limiter les subventions agricoles à 5 % de la valeur de la production agricole. Ce plan, qui vise à réduire de 100 milliards de dollars les subventions agricoles, a été fraîchement accueilli par le Japon et l'Union européenne. Seul le ministre australien à l'Agriculture Warren Truss y a répondu favorablement. — *d'après AFP*

# L'armée israélienne recherche toujours les auteurs d'un attentat contre des colons

*d'après AFP et AP*

**JÉRUSALEM — L'armée israélienne a continué hier de traquer les auteurs palestiniens de l'embuscade qui a tué la veille quatre colons en Cisjordanie, la seconde depuis le raid israélien sanglant à Gaza.**

L'armée a imposé le couvre-feu sur le village de Yatta, au sud de Hébron, situé à une dizaine de kilomètres du lieu de l'embuscade, les traces des assaillants menant à ce village.

Après l'attaque, les assaillants ont fui en voiture vers Yatta, a indiqué la radio publique israélienne, soulignant que les recherches pour les retrouver n'avaient rien donné jusqu'ici.

Les assaillants, deux ou trois, selon des témoignages, étaient embusqués des deux côtés de la route et ont pris sous leurs feux croisés deux véhicules israéliens. Dans le premier véhicule circulant vers le sud, se trouvaient un couple de colons et leurs dix enfants : les parents et un adolescent ont été tués, et deux enfants blessés, un garçon de 12 ans et un bébé de deux ans.

Dans le second véhicule, qui circulait vers le nord, un colon a été tué.

En tout, 2378 personnes ont été tuées depuis le début de l'Intifada en septembre 2000, dont 1759 Palestiniens et 581 Israéliens, selon un décompte de l'AFP basé sur des chiffres officiels israéliens et palestiniens.

L'attaque a été revendiquée par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, groupe armé lié au mouvement Fatah de Yasser Arafat.

Selon ce groupe, il s'agit du « début de sa riposte » au raid israélien à Gaza qui a coûté la vie lundi au chef militaire du mouvement radical islamiste palestinien Hamas, Salah Chéhadé, et à 14 Palestiniens, dont neuf enfants.

Vendredi soir, un porte-parole israélien a exigé de la communauté internationale qu'elle condamne l'embuscade meurtrière près de Hébron avec une vigueur égale à celle du raid israélien sur Gaza.

Le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a dénoncé l'attaque, réitérant « sa condamnation de toutes les attaques contre des civils ».

Le Conseil de sécurité des Nations unies, saisi par le groupe arabe de l'affaire du raid de Gaza, unanimement dénoncé dans le monde, a ajourné ses consultations à lundi, les États-Unis ayant exigé que désormais toute résolution sur le Proche-Orient remplisse quatre conditions, dont la première est une « ferme condamnation du terrorisme ».

Les trois autres conditions américaines sont : la condamnation explicite de trois

mouvements « terroristes » palestiniens (Jihad islamique, Hamas, Brigades des martyrs d'Al-Aqsa) ; un engagement de toutes les parties à obtenir un règlement ; la réciprocité de toute demande de retrait des forces israéliennes sur la ligne d'avant septembre 2000 (le début de la seconde Intifada).

Sur le terrain, un soldat israélien a été blessé hier par des tirs près de la colonie de Gadid, non loin de Khan Younés.

Des Palestiniens ont tiré un obus de mortier contre une implantation israélienne de la bande de Gaza qui n'a pas fait de blessé mais a causé des dommages matériels.

L'armée israélienne a d'autre part arrêté en Cisjordanie cinq Palestiniens dans la nuit de vendredi à hier, et son artillerie a dans le même temps ouvert le feu contre le village frontalier de Chebaa, au Liban sud, sans faire de blessé.

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a signalé des tirs d'armes automatiques et de fusées éclairantes à la hauteur de Rmeich, un village au Liban sud situé en face du kibboutz (collectivité) de Sasa, près duquel une patrouille israélienne a auparavant essuyé des tirs qui n'ont pas fait de blessé.

Enfin, dans une interview à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* à paraître demain, le chef de la diplomatie israélienne Shimon Pérès a émis des doutes sur la possibilité que le chef du gouvernement Ariel Sharon puisse être un partenaire pour la paix avec les Palestiniens.

« Moi aussi, j'ai mes doutes. Mais que dois-je en faire ? Les collectionner ? », a-t-il dit.

« Aussi longtemps que j'ai le sentiment de pouvoir changer quelque chose et d'équilibrer (la situation), je resterai » dans le gouvernement, a-t-il ajouté, estimant que le raid aérien mené lundi à Gaza lundi contre le chef militaire du Hamas a été « une erreur d'appréciation, une faute à 100 % ».

À Jérusalem entre-temps, le pasteur américain Jesse Jackson, qui lutte pour les droits civils, a déclaré hier vouloir oeuvrer à la réconciliation entre Israël et les Palestiniens après 22 mois d'Intifada.

M. Jackson, 60 ans, effectue une visite de cinq jours en Israël et dans les territoires palestiniens autonomes, à la tête d'une délégation multiconfessionnelle, après avoir reporté sa venue dans la région à la suite d'un meurtrier attentat suicide palestinien. Sa délégation compte des musulmans, des baptistes, des juifs etc.

« Nous sommes des dirigeants religieux indépendants qui cherchent à construire des ponts. Nous voulons organiser une troisième force de réconciliation, de reconstruction, de paix et de non violence », a déclaré ce pasteur lors d'une conférence de presse au Centre Notre-Dame à Jérusalem.

« Nous ne pouvons pas renoncer à la

réconciliation, car la guerre n'est pas une option viable, et les forces de paix doivent avoir leur mot à dire à la table des négociations », a-t-il encore dit.

Il a condamné à la fois un récent raid meurtrier de l'aviation israélienne à Gaza et les attentats sanglants anti-israéliens perpétrés par des groupes armés palestiniens, estimant que « la non violence n'est pas une forme de reddition mais une forme de résistance ».

M. Jackson a d'autre part regretté que l'actuelle administration américaine ne s'investisse pas davantage pour ramener la paix au Proche-Orient.

Selon son programme, il doit rencontrer le chef de la diplomatie israélienne Shimon Peres ce matin avant le départ de ce dernier pour une tournée en Europe et aux États-Unis. Il doit par ailleurs s'entretenir demain à Ramallah (Cisjordanie) avec le président palestinien Yasser Arafat, et espère aussi avoir des entretiens avec le premier ministre Ariel Sharon.

Durant sa visite, M. Jackson entend en outre rencontrer des officiels palestiniens à Bethléem et Ramallah et éventuellement à Gaza, ainsi que des pacifistes israéliens et palestiniens.

La veille vendredi, le dirigeant palestinien Yasser Arafat s'est dit déçu de l'attitude des États-Unis, qui entendent bloquer un projet de résolution du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient actuellement en discussion s'il ne contient pas de condamnation des attaques palestiniennes.

« Je suis désolé de dire que (les Américains) vont user de leur droit de veto contre toute déclaration condamnant les crimes israéliens », a lancé Arafat à des journalistes.

À New York, le groupe des pays arabes a présenté un projet de résolution condamnant les actions militaires israéliennes, et ce après le raid sur Gaza, qui visait le chef militaire du Hamas mais a aussi causé la mort de 14 autres Palestiniens, dont neuf enfants.

Les États-Unis opposeront leur veto à ce projet s'il reste tel quel, a fait savoir l'ambassadeur américain à l'ONU John Negroponte. Selon des responsables américains, l'ambassadeur a déclaré que toute future résolution sur le Proche-Orient devrait désormais comporter une condamnation des violences palestiniennes, en nommant explicitement les groupes terroristes.

La résolution exprime ses condoléances pour les victimes de ces 22 mois de violences, mais ne fait aucune mention des victimes israéliennes ou des attentats palestiniens.

Washington souhaite également que la future résolution appelle les deux parties à poursuivre les discussions politiques en vue d'une solution au conflit. Toute mention d'un retrait des troupes israéliennes des zones palestiniennes devra faire référence à la sécurité de l'État hébreu.

## Nouvelle-Zélande : les travaillistes en tête, mais sans majorité absolue

MIKE CORDER  
*Associated Press*



La première ministre travailliste Helen Clark, après sa victoire hier en Nouvelle-Zélande.

WELLINGTON — La première ministre néo-zélandaise Helen Clark a manqué de peu son pari hier, lors des élections législatives. Le Parti travailliste, dont la dirigeante avait appelé les Néo-Zélandais aux urnes pour tirer profit de l'économie florissante du pays, est arrivé en tête du scrutin, sans pour autant atteindre la majorité absolue.

Devant un parterre de partisans rassemblés à Auckland, son fief électoral, Helen Clark, âgée de 52 ans, s'est félicitée de cette victoire et a annoncé son intention de former un gouvernement minoritaire avec un petit parti de gauche, la

Coalition Progressiste.

« J'ai bon espoir que les résultats de ce soir apportent à la Nouvelle-Zélande un nouveau gouvernement stable et progressiste et nous avons besoin de cela dans le monde incertain qui est le nôtre aujourd'hui », a déclaré M<sup>me</sup> Clark, vêtue d'un tailleur pantalon et portant des colliers de fleurs.

Avec la totalité des bulletins dépouillés, le Labour remporte environ 41 % des voix, soit 52 sièges, sur les 120 que compte le Parlement, en progression de trois sièges, selon les résultats complets rendus publics par la Commission électorale. La Coalition Progressiste ne devrait obtenir que deux sièges.

Bill English, chef du Parti national (droite), a concédé la défaite.

## Week-end diplomatique intense dans le sud de l'Asie

*Associated Press*

NEW DELHI — L'Europe et les États-Unis multiplient les efforts diplomatiques pour régler la crise indo-pakistanaise relative au Cachemire. Après Javier Solana la veille, le secrétaire d'État américain Colin Powell a à son tour rencontré hier le ministre indien des Affaires étrangères Yashwant Sinha pour tenter de relancer le dialogue entre New Delhi et Islamabad.

Quant au haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) Javier Solana, il s'est envolé hier pour Islamabad où il a été reçu par le président pakistanais Pervez Musharraf.

Également attendu aujourd'hui à Islamabad pour une rencontre avec le dirigeant pakistanais, Colin Powell a déclaré à New Delhi qu'il n'espérait pas d'avancées majeures lors de son voyage. Les deux parties doivent reconnaître la nécessité d'un dialogue, a toutefois estimé le secrétaire d'État américain.

Le chef de la diplomatie indienne a pour sa part déclaré que l'heure n'était pas encore aux négociations. « L'Inde a toujours estimé que si les conditions né-

cessaires étaient réunies, nous aurions des pourparlers », a-t-il dit. « Mais nous ne pensons pas que ces conditions nécessaires sont à présent réunies. »

New Delhi ne souhaite en effet entamer des discussions qu'après l'arrêt total du terrorisme frontalier et des infiltrations de militants islamistes venus du Pakistan. Hier, Colin Powell a suggéré qu'il possédait des informations à ce sujet et souhaitait les partager avec les responsables indiens.

Concernant les élections qui doivent être tenues au Cachemire en septembre ou octobre prochain, le secrétaire d'État américain a précisé qu'il souhaitait encourager l'Inde à la tenue d'élections « libres, ouvertes, justes et complètes » au Cachemire, sous la houlette de la communauté internationale. Il a ajouté qu'il demanderait au Pakistan de tout faire pour s'assurer que « rien ne sera fait pour perturber ces élections ».

De son côté, Javier Solana est resté plutôt laconique sur les détails de sa visite de deux jours en Inde et au Pakistan. Interrogé par la presse à Islamabad, il a refusé hier de se prononcer publiquement sur des solutions au conflit du Cachemire.

S'agissant des élections à venir dans la région, il a estimé que les « élections ne sont pas une solution, mais une façon de trouver une solution ».

Le représentant de la politique extérieure des Quinze a cependant insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts pour relancer le dialogue entre les deux puissances nucléaires, estimant que tout conflit entre les deux États dépasserait leurs frontières.

« Ce sont des pays très importants avec énormément de poids dans la région et dans le monde, et s'il leur arrive quelque chose, cela aura sans doute une influence au-delà des deux pays », a-t-il conclu.

Aujourd'hui, Colin Powell se rendra à son tour au Pakistan pour tenter encore d'apaiser les tensions.

Malgré ces déplacements diplomatiques, les affrontements et les violences se sont poursuivis hier au Cachemire. Sept personnes — cinq civils et deux islamistes présumés — ont été tués lors d'affrontements dans le Cachemire indien, tandis que le long de la ligne du cessez-le-feu, les positions frontalières indiennes ont été pilonnées par les Pakistanais, sans faire toutefois de victime.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

# LA PRESSE D'AILLEURS

The New York Times

Newsweek

Herald Tribune

The Sunday Telegraph

Los Angeles Times

## La tourmente dans le grand monde des affaires

Dure pour l'économie, dure pour le président Bush et pour l'image des États-Unis

Après les affres de l'automne 2001, les Américains auraient dû avoir droit en 2002 à un été paisible, propice à la récupération. Or les secousses qui frappent le meveilleux monde de la finance prolongent l'angoisse existentielle, sans que les premières sources de cette angoisse — les menaces terroristes — n'aient pu être dissipées. À la mi-temps de cet été 2002, le président Bush peut encore compter sur l'exceptionnel appui que lui a procuré l'électorat des États-Unis depuis le 9 septembre, mais sa façon de gérer la crise du monde financier gruge son capital de crédibilité, et pas seulement aux États-Unis d'ailleurs.

Les multiples scandales qui ont frappé des grands noms du monde des affaires — et en périphérie les filets de protection, comme le milieu de la comptabilité, la Commission des valeurs mobilières (S.E.C.) — ont allumé un incendie qu'une crise boursière et des perspectives de croissance défaillantes ont alimenté. À peu près tous les grands médias anglo-saxons ont mis en évidence des cas individuels de simples citoyens américains qui se trouvaient soudainement floués après avoir investi massivement en Bourse pour assurer leur retraite. En conséquence de quoi l'étoile du président a commencé à pâlir : un récent sondage de CBS / *New York Times* indique que le président conserve sa cote de popularité, mais fait apparaître un nouveau scepticisme à l'égard du chef de la Maison-Blanche. Les Américains croient par exemple que les membres de l'exécutif sont plus intéressés à protéger les intérêts des grandes entreprises (61 %) que ceux des simples citoyens (27 %). Même le tiers des électeurs républicains sont de cet avis. Les deux-tiers des sondés — y compris plus de la moitié des républicains — sont d'avis que le monde des affaires exerce trop d'influence sur l'administration. On reproche aussi à M. Bush et à son vice-président Dick Cheney un manque de transparence quand ils parlent de leur propre passé d'hommes d'affaires.

En fond de scène, c'est plus qu'une crise du monde des affaires qui est apparue, mais une crise de confiance dans la formule capitaliste elle-même, dans la mesure où l'investissement est le premier article du credo qui sous-tend la croissance, donc la prospérité. Cette crise de confiance, à peu près tous les grands analystes y ont fait fréquemment référence ces derniers temps.

Robert J. Samuelson, chroni-



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, La Presse

queur économique à *Newsweek*, constate que les valeurs boursières ont chuté de 7700 milliards de dollars US depuis les sommets atteints dans les années quatre-vingt-dix. Il se demande si cette performance laisse présager une récession ou si une croissance normale de l'activité pourra en arriver à raffermir les valeurs boursières et à sécuriser les investisseurs.

Mais qui dit « croissance normale » dit apport d'argent neuf. Et si les nouveaux investisseurs potentiels se font tirer l'oreille après ce qui vient d'arriver, il faudra compter avec les emprunts auprès des institutions financières. Or, mauvaises nouvelles aussi de ce côté-là, ce dont rend compte le *New York Times* : l'un après l'autre, les robinets se ferment. Le reporter évoque le cas de Cone Mills Corp., le plus grand fabricant de denim aux États-Unis. Ses concurrents ayant connu des problèmes ces derniers mois en raison d'une baisse de la demande des consommateurs, Cone a souhaité donner un grand coup pour occuper leurs parts de marché. Cone veut construire une nouvelle usine au Mexique, mais toutes les portes des prêteurs habituels se sont fermées, l'industrie textile se retrouvant sur la liste noire des valeurs douteuses, au même titre que l'acier, l'énergie et les télécommunications. C'est que les banques américaines sont nerveuses. Trop de leurs débiteurs se trouvent aujourd'hui au seuil de la faillite. Une entreprise comme

Moody's Investors Services a abaissé la cote de 126 entreprises depuis le début de l'an 2000. Et depuis, il y a eu WorldCom Inc. qui a falsifié ces comptes pour un montant de 3,8 milliards peu après avoir contracté des emprunts bancaires pour 2,6 milliards. Les banques constatent aujourd'hui que le niveau de risque est plus élevé que ce qu'elles avaient anticipé », signale Peter Gleysteen, consultant bancaire et qui fut un important agent de prêt chez J.P. Morgan Chase & Co.

En juin dernier, les banques américaines avaient accordé pour 1000 milliards \$ de prêts exceptionnels aux entreprises commerciales et industrielles, selon la Federal Reserve (Banque centrale des États-Unis), soit 8,1 % de moins que le sommet atteint en février 2001. De sorte que plusieurs entreprises à l'heure actuelle ne peuvent envisager ni expansion ni acquisitions nouvelles. Les banques paraissent plus intéressées présentement à prêter aux consommateurs qu'aux producteurs de biens et services.

De fait, le jour même de la fête nationale des États-Unis, le 4 juillet, les journaux annonçaient un nouveau record de faillites d'entreprises pour une deuxième année de suite. L'an dernier, Enron dominait la liste des 255 entreprises inscrites en Bourse qui avaient déclaré faillite, triplant — à 260 milliards \$ — la pire année depuis dix ans. Cette année, des noms comme Adelphia,

Global Crossing et Kmart font partie des 113 entreprises qui ont déjà déclaré forfait pour un montant de 149 milliards. « Je n'ai jamais vu pareille vague de faillites en si peu de temps », avoue un avocat spécialisé en causes de faillites, David Heiman.

Les faillites ne sont qu'un indice parmi d'autres, mais leurs chiffres ne font rien pour chasser la morosité ambiante. « On doit se préparer à une longue léthargie », écrit David Ignatius, Rédacteur en chef de *The International Herald Tribune*, au terme d'une grande virée de consultations à Wall Street. Il croit qu'un mauvais temps économique et financier peut s'installer pour plusieurs années, un peu à la manière du climat japonais des dernières années.

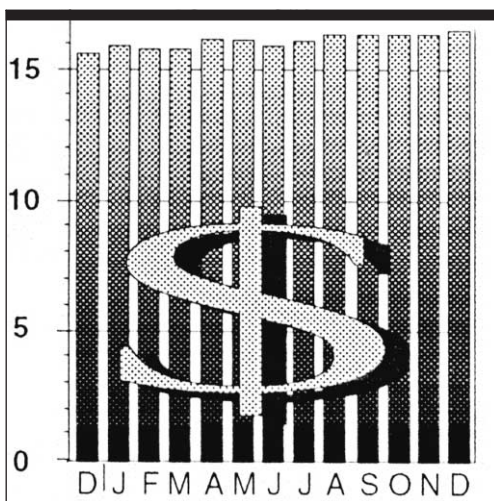
« Tout ce qu'on a à craindre, c'est la peur », disait Franklin Roosevelt dans l'après-krach de 1929. C'est le genre de sentiment qui anime Wall Street, a perçu M. Ignatius, ce qui n'annonce rien de bon pour un avenir immédiat, dit-il.

Le krach de 1929 revient régulièrement sous la plume des analystes. Christopher Walker l'évoque dans une chronique publiée par le *Telegraph*, de Londres. 1929 résultait aussi d'une période d'exhubérance irrationnelle marquée par des succès en télécommunications et en technologie médiatique. Puis soudain, la confiance envers les grandes institutions financières s'est effondrée et le système a mis du temps à s'en relever.

Chose certaine, la portée des événements actuels est perçue comme considérable. On retrouve dans les pages financières des titres comme « Le capitalisme survivra-t-il aux capitalistes ? » Du même souffle, c'est la crédibilité même de l'Amérique qui est mise en cause ailleurs dans le monde. Une reporter du *Los Angeles Times* l'a constaté au contact de gens d'affaires américains qui s'étaient donné pour mission, par le truchement du Conference Board, d'aller prêcher au Moyen-Orient les vertus du modèle capitaliste américain : rectitude fiscale, transparence de la grande entreprise, indépendance des grands managers, pertinence de la vérification comptable externe, etc. À travers le monde, dit la journaliste Evelyn Iritani, les architectes de l'économie se prennent à reconsidérer le précepte selon lequel la méthode américaine de gestion de l'entreprise est le modèle par excellence. Elle cite l'ex-ambassadrice des États-Unis auprès de la Banque asiatique de développement, Linda Tsao Yang, qui dit ne jamais avoir vu « semblable effondrement de la confiance envers le mode de gestion de l'entreprise américaine ».

« Il y a des Japonais qui rient fort aujourd'hui », dit-elle, eux qui se sont fait sermonner par les Américains après la chute substantielle des affaires survenue en 1997. Du côté européen, note la reporter, les réactions sont un peu différentes, parce que les structures de base de la propriété d'entreprise ne sont pas les mêmes qu'aux États-Unis. En Amérique, beaucoup d'argent venant de partout est placé sous la responsabilité de grands patrons, alors que souvent, en Europe, la décision administrative peut plus souvent être le fait de grandes familles ou des gouvernements. Les grandes familles sont plus sensibles à leur réputation que ne le sont souvent les grands managers à l'américaine. C'est ainsi que plus tôt cette année, un ex-pdg de la société ABB, l'une des grandes sociétés de génie au monde, a été contraint, par des actionnaires mécontents, de remettre plus de la moitié des 120 millions \$ US de pension qu'il s'était octroyés avant de quitter. Du même coup, les actionnaires ont obtenu le remplacement de la presque totalité du conseil de direction.

De son côté, David E. Sanger, spécialiste des questions diplomatiques au *New York Times*, est d'avis que les États-Unis devront payer un prix à l'étranger pour la succession de scandales qui affectent le pays, qui ne sera plus considéré comme un endroit aussi sûr qu'auparavant pour l'investissement.



BusinessWeek

### Image

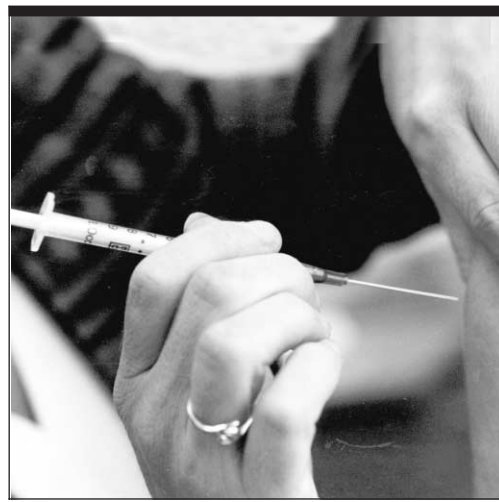
TROIS UNIVERSITAIRES nord-américains dont l'un de l'Université Queen's, de Kingston (Michael Welker) ont passé à la loupe les données de quelque 60 000 entreprises de 34 pays, sur la période allant de 1985 à 1998, et en sont venus à la conclusion qu'en dépit des scandales financiers récents, les États-Unis demeurent le pays où la transparence financière des entreprises est la plus élevée. Dans leur échelle de résultats, le Canada se situe en septième place, la France en huitième, la Grande-Bretagne en 11<sup>e</sup> alors que l'Allemagne occupe le 15<sup>e</sup> rang et le Japon le 29<sup>e</sup>. Les spécialistes se sont appuyés sur trois critères, comme « l'agressivité » dans la comptabilité des profits — l'art d'inscrire rapidement les revenus et de retarder l'inscription des pertes —; l'art ensuite de convertir de petites pertes en petits profits; l'art enfin de trafiquer les livres de manière à faire disparaître tant les très gros profits que les très grosses pertes. Sous chacun de ces trois rapports pris isolément, les États-Unis se sont classés premiers. L'un des auteurs, interrogé par *Business Week*, a dit que même si la cueillette des données s'arrêtait en 1998, rien ne lui permettrait de croire que les résultats auraient été différents depuis cette date, en dépit des scandales révélés ces derniers temps.



FINANCIAL TIMES

### Engraisage

DEUX SÉNATEURS américains ont entrepris à leur manière de lutter contre l'obésité, en présentant un « projet de loi sur l'obésité ». L'initiative s'inscrit dans un courant national de préoccupations nouvelles concernant ce phénomène. En décembre dernier le « Surgeon general » des États-Unis publiait un rapport dévastateur sur le poids de ses concitoyens : 61 % des Américains souffrent d'un excès de poids et l'obésité provoque 300 000 morts par année — soit l'équivalent des morts liées au tabagisme. Il en coûte de plus aux Américains 117 milliards annuellement pour traiter les maux liés à l'obésité. Le projet de loi est modeste : il ne fait qu'autoriser les pouvoirs publics à consacrer plus de publicité sur les dangers inhérents à l'excès de poids. Néanmoins, les spécialistes s'en réjouissent parce qu'il ouvre une porte. Il constitue une sorte d'avertissement envoyé à l'industrie agro-alimentaire, aux producteurs de boissons gazeuses et aux exploitants de « fast food », qui craignent déjà de devoir vivre — en cour et autrement — ce qu'a connu l'industrie du tabac. Il n'est pas aussi facile d'établir un lien entre le hamburger et une maladie cardiaque qu'entre la cigarette et la même maladie, mais quand même, on se méfie déjà des procédures judiciaires et, surtout, de la mauvaise publicité.



Herald Tribune

### Drainage

UN HAUT fonctionnaire du Fonds monétaire international (Peter S. Seller) et une professeure d'économie de la santé (Anne Mills) de l'école de médecine tropicale de Londres unissent leurs voix dans l'*International Herald Tribune* pour dénoncer le drainage systématique de personnel de santé auquel s'adonnent les pays riches (notamment la Grande-Bretagne, le Canada et les États-Unis) dans des pays pauvres, d'Afrique et des Caraïbes entre autres, pour répondre à leurs propres déficiences. C'est qu'il devient difficile dans les pays en développement — qu'on pense à la lutte au sida en Afrique — de mettre en place de grands programmes de santé publique si les pays nantis vident ces pays de leurs ressources humaines sous ce rapport. Les infirmières et médecins pratiquant en pays pauvres sont souvent tentés de venir mener une vie plus confortable dans les pays du Nord, mais ce faisant, ils privent de services essentiels des pays qui, souvent, se sont saignés financièrement pour les former. Les auteurs entendaient une solution : la formation en masse d'agents paramédicaux (ou auxiliaires de santé) capables de remplir un certain nombre de tâches élémentaires en milieu rural de pays en développement, avec la collaboration financière et professionnelle des pays du Nord.



The Sunday Telegraph

### LESSIVAGE

LE MONT ROSA (4638m.), le sommet le plus élevé des Alpes après le mont Blanc, fond rapidement et a commencé à former en contre-bas un lac d'un volume important qui, lui-même, constitue une menace pour le village de Macugnaga, 1000 mètres plus bas. Ce village est l'un des plus pittoresques des Alpes italiennes. C'est un peu par hasard qu'une patrouille aérienne a découvert le lac en formation, dont on sait maintenant qu'il contient quelque quatre millions de mètres cubes d'eau. C'est un repli de montagne qui reçoit l'eau née de la fonte des glaces du mont Rosa, plus haut. On craint deux choses, disent les autorités italiennes, interrogées par le *Telegraph*, de Londres : que les parois du lac éclatent ce qui entraînerait l'inondation du village de Macugnaga; que le glacier lui-même, plus haut, ne se détache du sommet du mont Rosa et déboule jusque sur le village. Le gouvernement italien a, du coup, décrété l'état d'urgence et des opérations de drainage du lac ont débuté, avec des super-pompes, au rythme de 220 gallons par seconde. On constate que les glaces du Rosa fondent cet été à une vitesse inhabituelle, en raison de la haute température enregistrée récemment dans les Alpes. Une partie du village alpin a été évacué. Les services alpins d'Italie estiment que sous l'effet de la chaleur, les glaciers du pays sont aujourd'hui 20 % plus petits qu'en 1987.

# AFFAIRES



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

La baisse des taux d'intérêt ranime le secteur de la construction, en dormance pendant plus de cinq ans au Québec.

## Pourquoi le Québec va-t-il mieux que l'Ontario ?



RUDY LE COURS

Sans se réjouir du malheur des autres, on prend un certain plaisir à constater que l'économie québécoise va mieux depuis le début de l'année que celle de sa puissante voisine occidentale, voire mieux que son tout-puissant voisin méridional.

Qu'on aborde la réalité par l'angle des mises en chantier, des investissements publics et privés ou de la création d'emploi, le constat reste le même : la société distincte se démarque au chapitre de la croissance économique à l'intérieur même du pays qui enregistre la meilleure performance du G7.

Au cours du premier semestre, il s'est créé 128 200 emplois au Québec, contre 66 600 en Ontario, chiffre pourtant enviable si on le compare à la perte d'au moins trois fois plus de gagne-pain aux États-Unis. En fait là-bas, depuis mars 2001, 1,4 million d'emplois ont disparu tandis que le Canada en a gagné plus de 262 000.

Depuis juin 2001, on compte 154 800 emplois nouveaux au Québec, contre 69 900 en Ontario.

« L'emploi n'avait pas augmenté au diapason de l'activité économique en 2000, avance Marc Pinsonneault, économiste principal à la Financière Banque Nationale. Il n'a donc pas été nécessaire de supprimer beaucoup de postes quand l'activité a ralenti en 2001. »

En milieu de semaine, on apprenait que la croissance des investissements pourrait atteindre cette année 9,6 % au Québec contre 3,4 % en Ontario.

Si on examine le tableau d'ensemble, on constate que c'est le sec-

teur privé qui, contrairement à une croyance répandue, joue le rôle moteur de la création d'emploi depuis un an au Québec avec un total de 121 200, alors que c'est le secteur public qui tient le timon en Ontario avec 40 400 sur le total de 69 900.

En outre, constate Thérèse Laffèche, économiste principale chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne, si l'activité immobilière résidentielle progresse à peu près au même rythme dans les deux provinces depuis le début de l'année, elle est plus vigoureuse depuis 1996 au Québec.

Le marché devient plus serré, les taux d'occupation plus faibles, comme on a pu le constater à Montréal autour du 1<sup>er</sup> juillet, grande foire aux déménagements.

Bref, il faut à nouveau bâtir.

De mai 2001 à mai 2002, la valeur des permis de bâtir dans le secteur résidentiel est en progression de 27,6 % en Ontario, ce qui témoigne d'une vigueur certaine. Au Québec, elle a bondi de 46,8 %, fait observer Joëlle Noreau, économiste au Mouvement Desjardins.

Voilà qui explique pourquoi il s'est créé 44 500 emplois dans le seul secteur de la construction au Québec contre 10 300 en Ontario, de janvier à juin. Si on prend les chiffres sur un an, le tableau est plus contrasté encore : 23 900 emplois en plus au Québec, mais perte de 3200 en Ontario, qui se remet lentement du ralentissement de 2001.

### Une question de conjoncture...

Une bonne partie de l'explication réside dans l'après-11 septembre, qui aura frappé l'économie très différemment selon ses secteurs.

Depuis, le transport aérien a été fortement secoué, de même qu'un certain tourisme d'affaires qui a déserté hôtels cinq étoiles et grands restaurants. Or, personne ne doute

de la prépondérance de Pearson sur Dorval : tous les services liés au transport aérien y sont davantage concentrés et... touchés.

Le courtage en valeurs mobilières et les services financiers, de manière plus générale, se concentrent aussi bien plus en Ontario qu'au Québec, malgré les efforts du gouvernement et de la Caisse de dépôt et placement.

Pas besoin d'être la tête à Papi-neau pour comprendre que les affaires subies par les marchés créent davantage de chômage que d'emplois dans cette industrie et grossissent les stocks des marchands de bagnoles de luxe d'occasion.

Au Québec, le 11 septembre ne paraît pas avoir eu ces effets. Les citoyens commencent à peine à profiter de baisses d'impôt alors que le phénomène, amorcé en 1996 dans la province voisine, a déjà donné ses effets bénéfiques sur la consommation.

La baisse des taux d'intérêt ranime le secteur de la construction, en dormance pendant plus de cinq ans au Québec et aux États-Unis, ce qui a fait tourner les scieries à plein régime.

C'est seulement le 23 mai que les États-Unis ont commencé à appliquer des tarifs punitifs de 17,2 % en moyenne sur le bois d'oeuvre canadien, qu'ils jugent subventionnés. Tout au cours du printemps, leurs marchands de bois, prévoyants, ont stocké, stocké, stocké.

« C'est à l'automne vraiment qu'on va sentir les effets de ces tarifs », souligne Joëlle Noreau. D'autant qu'à la saison des couleurs, il y a traditionnellement ralentissement des mises en chantier.

Enfin, côté conjoncture, la crise subie par l'industrie du transport aérien a surtout fait mal aux constructeurs de gros porteurs, comme Airbus et surtout Boeing.

Bombardier, qui n'a pas hésité à recourir à des mises à pied préventives à l'automne, a réembauché depuis, en plus de régler un conflit de travail douloureux. Bref, le secteur aéronautique montréalais aura souffert moins qu'on ne l'avait craint.

Quant au secteur des technologies de l'information et des télécoms, force est de constater que, si Nortel et Ericsson souffrent à Montréal, la même Nortel ainsi que JDS

Uniphase, Alcatel et une kyrielle d'autres sont au moins aussi affligées à Brampton et dans la région d'Ottawa.

### ... et de structure

Sur le plan structurel, les économies québécoise et ontarienne diffèrent sensiblement.

L'industrie automobile et ses satellites (pièces, transport, etc.) occupent une personne active sur six en Ontario. C'est bien sûr beaucoup moins au Québec et on parle avant la fermeture de GM-Sainte-Thérèse...

Comme la majorité de cette production est destinée aux États-Unis, toute baisse des ventes de véhicules chez nos voisins du sud affaiblit la santé économique de notre voisin ouest.

La valeur des exportations canadiennes (lire ontariennes) d'automobiles en 1999 a atteint 70,5 milliards, selon Statistique Canada. En 2000, elle avait baissé à 69,7 milliards et, en 2001, à 65 866 milliards.

On n'a pas encore de données précises sur 2002, mais si on peut se fier aux facilités de crédit consenties par les fabricants nord-américains pour stimuler les achats, on peut supposer que ça ne roule pas en cinquième vitesse.

Corollaire du poids prépondérant du secteur automobile dans l'économie de l'Ontario, la part des exportations ontariennes vers les États-Unis est plus grande encore que celle du Québec : 93,3 % contre 84,8 %. Pire encore, le poids des exportations dans le PIB ontarien est plus élevé en Ontario : 51,5 % contre 39,6 % au Québec.

C'est dire combien faiblit la province voisine quand l'Oncle Sam souffre d'anémie.

C'est dire aussi combien l'économie québécoise est parvenue à se diversifier davantage tant dans ses composantes que dans sa clientèle.

C'est un gage de santé prolongée même si l'Ontario rebondira lorsque les États-Unis retrouveront leur tonus.

Cela devrait arriver l'an prochain. Néanmoins, la croissance économique du Québec devrait atteindre en 2003 3,5 %, contre 3,3 % pour l'Ontario. Le taux de chômage pourrait descendre à 7,4 %, chiffre fort encourageant mais tout de même moins bon que les 6,2 % que M. Pinsonneault voit en Ontario.

## CETTE SEMAINE

# Éloge de la paresse

À EN CROIRE certains titreaux, disciples de Cassandre, les marchés ont frôlé le krach en début de semaine dernière. S'ils ont eu tort, on ne peut guère pavoiser à l'idée que la moyenne Dow Jones ait terminé la semaine au-dessus des 8000 points, le Standard & Poor's au-dessus des 800 points tandis que l'indice canadien S&P/TSX 300 se maintient au-dessus des 6000 points.

Comment pavoiser, en effet ? Si vous aviez investi 10 000 \$ en juillet 1997 en achetant l'indice S&P 500 qui cotait 938, vous seriez appauvri d'environ 1100 \$, sans compter la perte de change. Si vous aviez préféré être un bon Canadien, vous auriez acheté l'indice phare de la Bourse de Toronto : il cotait 6780, à la clôture le 26 juillet 1997. Vendredi, il a terminé tout juste à la barre des 6300 points, ce qui signifie que vous auriez perdu quand même environ 700 \$ en plaçant 10 000 \$, comme on vous le suggère, sur un horizon de cinq ans.

Les vendeurs de fonds communs et les courtiers aimaient bien à l'époque discréditer les certificats de placement garantis, les CPG, qu'ils avaient rebaptisés les certificats de paresse garantie.

Pourtant, si vous aviez paresseusement placé 10 000 \$ en CPG à la fin de juillet 1997, vous auriez touché 12 521 \$ en juillet 2002. Et, malgré les taux actuels de 4,25 %, vous seriez sans doute tenté de renouveler votre CPG encore cinq ans...

Le rendement est certes modeste mais, durant toute cette période, vous aurez aussi économisé les frais de gestion, qui grugent le rendement de la plupart des fonds communs, ou les frais de courtage et de garde, qui accompagnent des placements directs en Bourse.

Dans les années 80, on déplorait que les Québécois fussent peu présents en Bourse. On a inventé le Régime d'épargne-actions pour les y attirer. C'a marché un temps : le krach de 1987 en a brûlé plus d'un qui ont préféré retourner sur le marché paresseux des CPG.

Durant les années 90, la quasi-disparition de l'inflation a fait fondre leurs rendements nominaux. Pourtant, en termes réels, le rendement des CPG de cinq ans a toujours été supérieur à 2 %, sauf pendant quelques mois en 2001.

C'est à croire que mieux vaut la paresse quand on parle d'économies. C'est un peu comme dans la construction : on préfère des fondations bien assises à celles qui travaillent...

Du moins, par les temps qui courent.

Les nouvelles restent en tout cas peu réjouissantes et les chiffres qu'on dévoilera cette semaine des deux côtés de la frontière tendront à maintenir la morosité sur les marchés.

La semaine dernière, déjà, la divulgation de profits souvent supérieurs aux attentes a été éclipsée par des perspectives de chiffres d'affaires révisées à la baisse pour les troisième et quatrième trimestres.

Plusieurs explications ont été avancées. Parmi elles, le redressement d'états financiers maquillés par des vérificateurs qui composent un tableau financier des entreprises de façon aussi réaliste que Picasso dessinait un visage n'est sûrement pas la moindre.

Warren Buffett, le très respecté gestionnaire américain de portefeuille qui s'est toujours méfié des résultats affichés par les en-

treprises de la nouvelle économie, déclarait cette semaine que la crise de confiance actuelle va bien au-delà des malversations et de la malhonnêteté de certains dirigeants.

Elle réside selon lui dans les « méthodes comptables légales mais trompeuses utilisées par des dirigeants d'entreprise pour gonfler leurs résultats ».

Si tel est le cas, on ne sera guère surpris par les chiffres sur la croissance du PIB qui seront dévoilés mercredi et qui sont fondés sur l'économie réelle. Au Canada, ils porteront sur le mois de mai et marqueront à tout le moins une pause, voire même un recul léger.

Aux États-Unis, on divulguera les résultats préliminaires du deuxième trimestre. On s'attend à une progression de près de 2 %, soit beaucoup moins que les 6,1 % du premier qui, faut-il le rappeler, faisaient suite au fort recul provoqué par les lendemains du 11 septembre.

Ces données mitigées rappelleront à certains les propos empreints de sagesse de Yogi Berra : Ce n'est pas fini tant que ce n'est pas terminé.

Rudy Le Cours

## AFFAIRES

## FINANCES PERSONNELLES

# Naviguez en toute quiétude... en rêvant à des rendements supérieurs



STÉPHANIE GRAMMOND

**V**ous êtes de ceux qui ne veulent pas risquer leurs économies sur les marchés boursiers ? Mais les taux d'intérêt vous désespèrent...

Pour faire suite à notre dossier de la semaine dernière sur l'univers des placements garantis, nous vous proposons aujourd'hui d'autres solutions de placement qui vous permettront de dormir sur vos deux oreilles... tout en continuant de rêver à des rendements supérieurs.

Mais attention de ne pas avoir de mauvaises surprises au réveil.

## Des CPG apprêtés à toutes les sauces

Il existe depuis plusieurs années une panoplie de certificats de placement garanti (CGP) boursiers.

Ce type de CPG qui n'est pas rachetable avant échéance, vous donne une garantie sur le capital investi. Mais le rendement dépend du comportement de l'indice boursier auquel il est relié (exemple : l'indice S&P/TSX 60, qui comprend les 60 plus importantes sociétés de la Bourse de Toronto). Si le rendement de l'indice est négatif, vous n'aurez aucun rendement, mais vous ne perdrez pas votre mise initiale. Par contre, le rendement maximum que vous pouvez obtenir est plafonné.

Un CPG boursier dont l'échéance est de trois ans impose généralement un plafond de 20 % sur le rendement de toute la période, ce qui signifie que votre rendement annuel composé maximal sera de 6,3 %... davantage que le 3,3 % d'un CPG conventionnel. Pour une échéance de cinq ans, le plafond est généralement de 50 %, ce qui équivaut à un rendement annuel composé de 8,3 % au maximum, plus élevé que le rendement de 4,3 % d'un CPG conventionnel.

Voilà qui semble alléchant, surtout pour les épargnants qui veulent apprivoiser la Bourse sans prendre de risque. Sauf que, d'un point de vue historique, l'investisseur paie cher pour cette paix d'esprit.

Daniel Laverdière, directeur principal de Planification financière Banque Nationale, a fait des calculs qui permettent de constater qu'avec ce type de produit l'investisseur « laisse beaucoup d'argent sur la table ».

En observant les rendements de chacune des périodes de trois ans et de cinq ans que la Bourse a traversées depuis 1957, on réalise que la garantie sur le capital investi aurait servi très rarement par rapport au nombre de fois où le plafond aurait été appliqué.

En fait, il n'y a que trois périodes qui ont été négatives, en cinq ans, la pire étant celle qui s'est terminée le 1<sup>er</sup> décembre 74, avec un rendement annuel de -0,4 %. D'autre part, le plafond aurait été appliqué pour 60 % des périodes, et la Bourse a souvent livré des rendements très supérieurs au plafond.

Comme la Bourse est plus volatile à court terme, on constate qu'il y a davantage de périodes de trois ans qui ont produit des rendements négatifs et où les investisseurs auraient profité de leur garantie, mais le plafond se serait appliqué plus souvent (voir tableau).

D'autre part, il est important de relever un handicap des CPG boursiers. S'ils vous permettent de participer au rendement des marchés boursiers, les profits qu'ils génè-

rent sont quand même considérés par le fisc comme des revenus d'intérêt (et non comme du gain en capital imposé seulement à 50 %)... Il est donc nettement préférable de les placer dans un REER où ils seront à l'abri de l'impôt.

À l'extérieur du REER, ils peuvent sérieusement déstabiliser votre planification fiscale. Exemple :

vous investissez 50 000 \$ dans un CPG boursier dont le rendement total est plafonné à 50 % sur cinq ans. Si vous atteignez ce rendement, vous toucherez la somme de 25 000 \$ à la fin de la période de cinq ans.

Mais vous déchantez vite, car ce profit est considéré comme des revenus d'intérêt et il s'ajoutera à vos revenus de l'année en cours. Impossible de répartir les intérêts sur les cinq ans. Cette source de revenu haussera votre taux marginal d'imposition et pourrait même vous faire perdre certains privilèges (prestations, déductions, etc.)

Il existe, cependant, d'autres produits qui ne présentent pas cet inconvénient fiscal. Certaines institutions distribuent des billets garantis aux échéances variées. Leur rendement (qui n'est généralement pas plafonné) est lié à des fonds de couverture (*hedge funds*) qui utilisent des stratégies alternatives dont l'objectif est de produire des rendements non corrélés aux rendements des Bourses. Cependant, les gestionnaires de ces fonds (généralement payés selon leur perfor-

ance) ne dévoilent pas leur jeu et plusieurs critiquent les fonds de couverture pour leur manque de transparence.

« On peut mettre environ 10 % de son portefeuille dans ce genre de produit », estime Sylvain De Champlain, planificateur financier, pour De Champlain services financiers.

**Un coup d'oeil sur les fonds distincts**

Les fonds distincts ont en commun avec les CPG boursiers qu'ils vous garantissent votre mise initiale (à 75 % ou 100 %) pour autant que vous conserviez votre placement durant une longue période (10 ans, parfois cinq ans, ou au décès).

Les fonds distincts sont souvent des clones de fonds communs de placement traditionnels. Mais ils sont distribués par des sociétés d'assurances et sont considérés comme des produits d'assurance.

Encore une fois, les investisseurs doivent payer pour la garantie sur leur capital. Dans le cas des fonds distincts, ils paient par le biais de frais de gestion plus élevés, jusqu'à 1 % de plus par année, ce qui entrave les rendements.

Cette prime est élevée, surtout quand on sait qu'en 10 ans, la pire période qu'a connue l'indice de la Bourse de Toronto n'est même pas négative (pire période : +3,3 %). Il est vrai que le risque lié à un fonds individuel est plus grand que celui d'un indice du marché. Mais il reste mince.

À preuve, au cours de la dernière période de 10 ans, terminée en juin dernier, qui est loin d'avoir été rose, seule une poignée de fonds ont livré un rendement annuel composé négatif en 10 ans. En fait, il y en a 17 (sur les quelque 700 fonds qui existent depuis 10 ans). Un seul fonds distinct est au nombre de ces trainards. Il s'agit du

fonds Transamerica IMS croissance canadien, qui a baissé de 0,5 % annuellement depuis 10 ans.

« À mon avis, le fonds distinct a une raison d'être, mais seulement pour un très faible pourcentage d'investisseurs. Si vous possédez ce type de fonds, il est quasiment certain que vous payez une prime, sous forme de frais de gestion trop onéreux, et que vous n'en avez probablement besoin », écrit Michel Marcoux dans son livre *Les 100 meilleurs fonds 2002*.

Le fonds distinct peut avoir un intérêt pour des gens très âgés, pour qui la garantie s'appliquerait au décès, ou pour des gens qui veulent se mettre à l'abri de créanciers éventuels...

Pour ceux qui désireraient des fonds distincts, Fabien Major, directeur des produits de placements pour Services financiers Teraxis, précise que, « Maritime et Standard Life ont des fonds distincts dont les frais de gestion (incluant les coûts de la garantie) sont comparables aux frais de certains autres fonds communs ordinaires ».

**Pourquoi pas une rente ?**

Comme les taux d'intérêt sont anémiques, les personnes âgées ont l'impression que le moment est carrément inopportun pour acheter une rente.

Mais de l'avis de Fabien Major, une rente viagère adossée à une assurance-vie peut s'avérer la solution la plus avantageuse.

La rente viagère fait peur aux investisseurs parce qu'elle prend fin au décès de la personne qui l'a achetée. La somme investie n'est pas récupérable et la rente n'est pas transférable. Bref, si une personne décède deux semaines après avoir acquis une rente au coût de 300 000 \$, par exemple, l'argent disparaît entièrement.

Une personne qui a absolument besoin d'un maximum de revenus et qui ne désire pas laisser d'héritage peut s'intéresser à une telle rente, pour laquelle les assureurs sont prêts à donner un meilleur rendement.

Pour les autres, il y a une solution de rechange : acheter, parallèlement à la rente, une assurance-vie qui permettrait aux héritiers de récupérer une somme équivalente.

Pour démontrer que cette option est nettement plus payante qu'un CPG, M. Major cite l'exemple d'une dame de 65 ans qui dispose de 300 000 \$ dans un compte non enregistré.

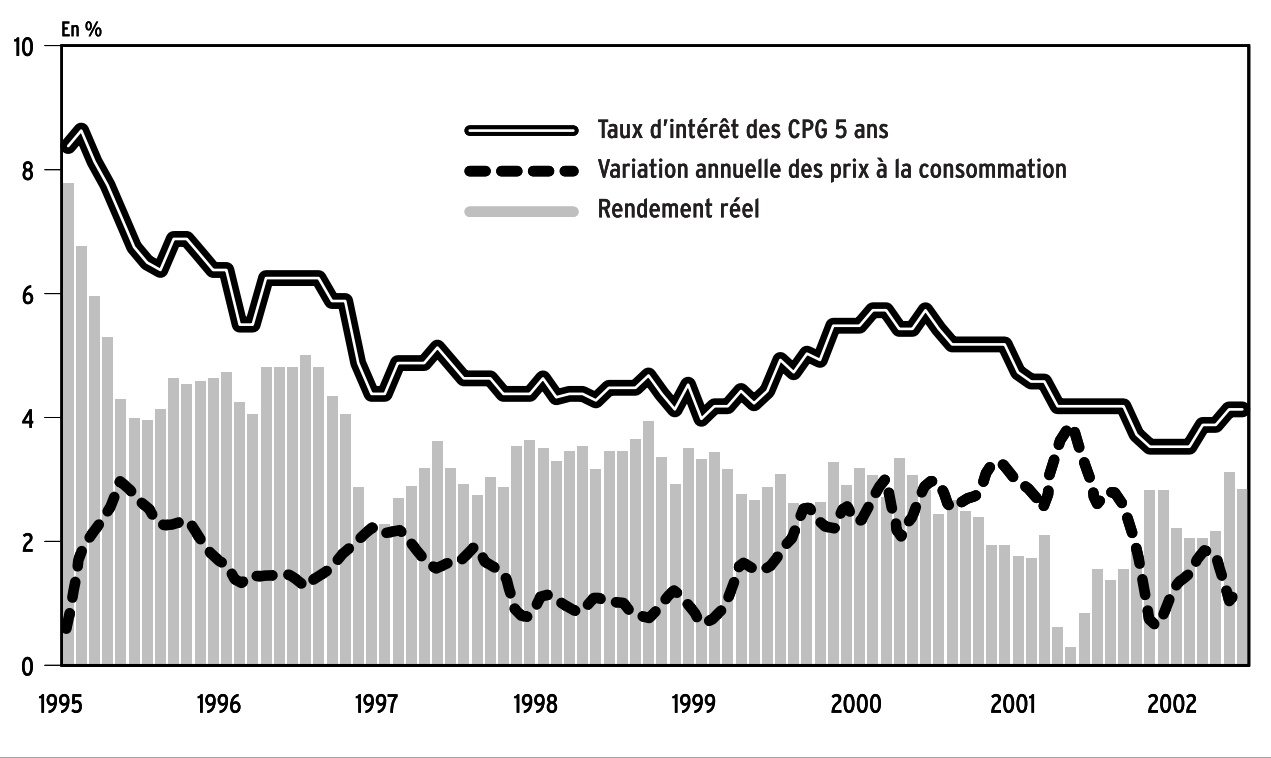
Avec un CPG à 6 %, cette dame tirerait des revenus d'intérêts annuels de 18 000 \$, soit 9900 \$ après impôt. En optant pour la rente qui lui offrirait un rendement de 12 %, la dame obtiendrait un revenu brut de 26 634 \$. Or, ce revenu serait moins imposé, car le fisc considère qu'une partie de cette somme est du capital que la personne gruge. Bref, la dame aurait 21 946 \$ dans ses poches, après impôt.

Même en soustrayant le coût de l'assurance-vie (7166 \$ par année, jusqu'à la fin de ses jours), la dame aurait encore un revenu annuel de 14 780 \$. Cette somme représente un rendement après impôt de 4,9 %, bien plus élevé que le rendement de 3,3 % du CPG.

Mais avant de mettre une telle stratégie en place, il faut y penser à deux fois : impossible de revenir en arrière. Il s'agit d'une décision finale avec laquelle il faut vivre jusqu'à la fin de ses jours... peu importe les conditions du marché (par exemple : une poussée importante de l'inflation pourrait gruger vos rendements sans que vous puissiez réagir).

Toutefois, il est possible d'utiliser cette méthode avec une partie de son avoir, aussi peu que 25 000 \$ ou 30 000 \$, par exemple.

## Rendement des certificats de placement garanti de 5 ans



Source : Mouvement Desjardins

## Les meilleures et les pires périodes à la Bourse canadienne\*

	Fin de la période	Rendement annuel composé
<b>&gt; PÉRIODE DE TROIS ANS</b>		
La meilleure	1 <sup>er</sup> déc. 80	39,3 %
La pire	1 <sup>er</sup> nov. 76	-5,1 %
<b>&gt; PÉRIODE DE CINQ ANS</b>		
La meilleure	1 <sup>er</sup> août 87	27,8 %
La pire	1 <sup>er</sup> déc. 74	-0,4 %
<b>&gt; PÉRIODE DE 10 ANS</b>		
La meilleure	1 <sup>er</sup> sept. 87	19,5 %
La pire	1 <sup>er</sup> oct. 74	3,3 %

\* Rendement de l'indice de la Bourse de Toronto, pour chaque période de trois, cinq et 10 ans, écoulée depuis 1957.

Source : Planification financière Banque Nationale

rent sont quand même considérés par le fisc comme des revenus d'intérêt (et non comme du gain en capital imposé seulement à 50 %)... Il est donc nettement préférable de les placer dans un REER où ils seront à l'abri de l'impôt.

À l'extérieur du REER, ils peuvent sérieusement déstabiliser votre planification fiscale. Exemple : vous investissez 50 000 \$ dans un CPG boursier dont le rendement total est plafonné à 50 % sur cinq ans. Si vous atteignez ce rendement, vous toucherez la somme de 25 000 \$ à la fin de la période de cinq ans.

Mais vous déchantez vite, car ce profit est considéré comme des revenus d'intérêt et il s'ajoutera à vos revenus de l'année en cours. Impossible de répartir les intérêts sur les cinq ans. Cette source de revenu haussera votre taux marginal d'imposition et pourrait même vous faire perdre certains privilèges (prestations, déductions, etc.)

Il existe, cependant, d'autres produits qui ne présentent pas cet inconvénient fiscal. Certaines institutions distribuent des billets garantis aux échéances variées. Leur rendement (qui n'est généralement pas plafonné) est lié à des fonds de couverture (*hedge funds*) qui utilisent des stratégies alternatives dont l'objectif est de produire des rendements non corrélés aux rendements des Bourses. Cependant, les gestionnaires de ces fonds (généralement payés selon leur perfor-

ance) ne dévoilent pas leur jeu et plusieurs critiquent les fonds de couverture pour leur manque de transparence.

« On peut mettre environ 10 % de son portefeuille dans ce genre de produit », estime Sylvain De Champlain, planificateur financier, pour De Champlain services financiers.

**Un coup d'oeil sur les fonds distincts**

Les fonds distincts ont en commun avec les CPG boursiers qu'ils vous garantissent votre mise initiale (à 75 % ou 100 %) pour autant que vous conserviez votre placement durant une longue période (10 ans, parfois cinq ans, ou au décès).

Les fonds distincts sont souvent des clones de fonds communs de placement traditionnels. Mais ils sont distribués par des sociétés d'assurances et sont considérés comme des produits d'assurance.

Encore une fois, les investisseurs doivent payer pour la garantie sur leur capital. Dans le cas des fonds distincts, ils paient par le biais de frais de gestion plus élevés, jusqu'à 1 % de plus par année, ce qui entrave les rendements.

Cette prime est élevée, surtout quand on sait qu'en 10 ans, la pire période qu'a connue l'indice de la Bourse de Toronto n'est même pas négative (pire période : +3,3 %). Il est vrai que le risque lié à un fonds individuel est plus grand que celui d'un indice du marché. Mais il reste mince.

À preuve, au cours de la dernière période de 10 ans, terminée en juin dernier, qui est loin d'avoir été rose, seule une poignée de fonds ont livré un rendement annuel composé négatif en 10 ans. En fait, il y en a 17 (sur les quelque 700 fonds qui existent depuis 10 ans). Un seul fonds distinct est au nombre de ces trainards. Il s'agit du

fonds Transamerica IMS croissance canadien, qui a baissé de 0,5 % annuellement depuis 10 ans.

« À mon avis, le fonds distinct a une raison d'être, mais seulement pour un très faible pourcentage d'investisseurs. Si vous possédez ce type de fonds, il est quasiment certain que vous payez une prime, sous forme de frais de gestion trop onéreux, et que vous n'en avez probablement besoin », écrit Michel Marcoux dans son livre *Les 100 meilleurs fonds 2002*.

Le fonds distinct peut avoir un intérêt pour des gens très âgés, pour qui la garantie s'appliquerait au décès, ou pour des gens qui veulent se mettre à l'abri de créanciers éventuels...

Pour ceux qui désireraient des fonds distincts, Fabien Major, directeur des produits de placements pour Services financiers Teraxis, précise que, « Maritime et Standard Life ont des fonds distincts dont les frais de gestion (incluant les coûts de la garantie) sont comparables aux frais de certains autres fonds communs ordinaires ».

**Pourquoi pas une rente ?**

Comme les taux d'intérêt sont anémiques, les personnes âgées ont l'impression que le moment est carrément inopportun pour acheter une rente.

Mais de l'avis de Fabien Major, une rente viagère adossée à une assurance-vie peut s'avérer la solution la plus avantageuse.

La rente viagère fait peur aux investisseurs parce qu'elle prend fin au décès de la personne qui l'a achetée. La somme investie n'est pas récupérable et la rente n'est pas transférable. Bref, si une personne décède deux semaines après avoir acquis une rente au coût de 300 000 \$, par exemple, l'argent disparaît entièrement.

Une personne qui a absolument besoin d'un maximum de revenus et qui ne désire pas laisser d'héritage peut s'intéresser à une telle rente, pour laquelle les assureurs sont prêts à donner un meilleur rendement.

Pour les autres, il y a une solution de rechange : acheter, parallèlement à la rente, une assurance-vie qui permettrait aux héritiers de récupérer une somme équivalente.

Pour démontrer que cette option est nettement plus payante qu'un CPG, M. Major cite l'exemple d'une dame de 65 ans qui dispose de 300 000 \$ dans un compte non enregistré.

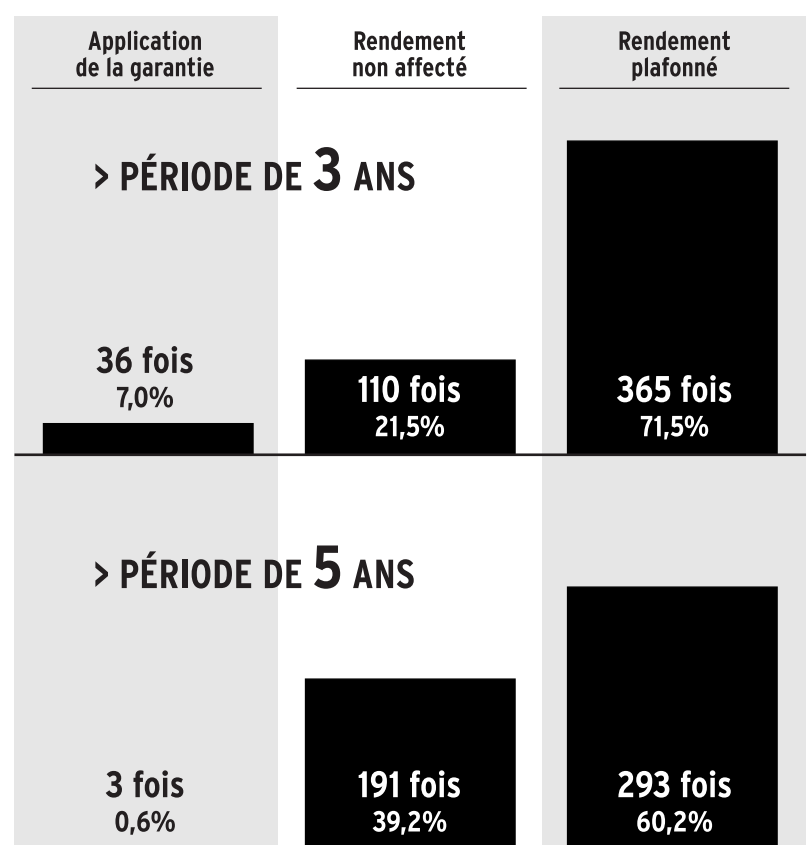
Avec un CPG à 6 %, cette dame tirerait des revenus d'intérêts annuels de 18 000 \$, soit 9900 \$ après impôt. En optant pour la rente qui lui offrirait un rendement de 12 %, la dame obtiendrait un revenu brut de 26 634 \$. Or, ce revenu serait moins imposé, car le fisc considère qu'une partie de cette somme est du capital que la personne gruge. Bref, la dame aurait 21 946 \$ dans ses poches, après impôt.

Même en soustrayant le coût de l'assurance-vie (7166 \$ par année, jusqu'à la fin de ses jours), la dame aurait encore un revenu annuel de 14 780 \$. Cette somme représente un rendement après impôt de 4,9 %, bien plus élevé que le rendement de 3,3 % du CPG.

Mais avant de mettre une telle stratégie en place, il faut y penser à deux fois : impossible de revenir en arrière. Il s'agit d'une décision finale avec laquelle il faut vivre jusqu'à la fin de ses jours... peu importe les conditions du marché (par exemple : une poussée importante de l'inflation pourrait gruger vos rendements sans que vous puissiez réagir).

Toutefois, il est possible d'utiliser cette méthode avec une partie de son avoir, aussi peu que 25 000 \$ ou 30 000 \$, par exemple.

## Avec un CPG boursier, votre rendement est plafonné bien plus souvent que votre garantie s'applique



En observant chaque période de trois ans et cinq ans depuis 1957 (il y en a respectivement 511 et 487), on constate qu'un CPG boursier conventionnel (plafond de 20% sur trois ans et de 50% sur cinq ans) aurait plafonné le rendement de l'épargnant bien plus souvent qu'il lui aurait offert une protection contre une baisse de son capital investi.

Source : Planification financière Banque Nationale

# SPEQ: des avantages fiscaux pour les actions privilégiées

La Presse

LE MINISTÈRE des Finances du Québec vient de modifier les règles visant les Sociétés de placement dans l'entreprise québécoise (SPEQ), cet outil dont se servent souvent les employés, les amis et la famille d'un entrepreneur pour investir dans une entreprise (aussi appelé *love money*).

Désormais, les placements en actions pri-

vilégiées convertibles seront admissibles aux avantages fiscaux de la SPEQ et non plus seulement ceux en actions ordinaires. Une action privilégiée convertible désigne une action qui peut être convertie en action ordinaire avec plein droit de vote. Aux fins des avantages fiscaux, cette action ne donne aucun privilège quant aux dividendes par rapport aux actions ordinaires.

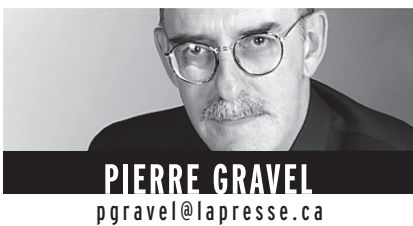
La SPEQ est souvent utilisée comme outil

de financement par une entreprise en démarrage ou une PME trop petite pour s'inscrire en Bourse. Les particuliers actionnaires peuvent bénéficier, dans le calcul de leur revenu imposable au Québec, d'une déduction égale à 125-150 % de la valeur de leur placement. En ce qui a trait aux actions privilégiées, la déduction est réduite de 50 points, portant le taux applicable entre 75 et 100 % du placement.

Québec a modifié le régime afin de limiter les conséquences négatives pour les actionnaires de l'arrivée d'une société de capital-risque dans une phase subséquente de financement. Ces sociétés investissent souvent sous forme d'actions privilégiées convertibles, ce qui dilue fortement les actionnaires d'origine et donne préséance aux actionnaires privilégiés advenant dilution de l'entreprise.

# Forum

## Le vrai miracle



**PIERRE GRAVEL**  
pgravel@lapresse.ca

À compter de ce soir, la Journée mondiale de la jeunesse ne sera plus qu'un souvenir. Cette imposante manifestation internationale, qui se préparait depuis deux ans et qui aura mobilisé toutes les énergies de ses organisateurs, deviendra tout simplement une nouvelle date inscrite dans les riches annales résumant les 2000 ans d'histoire de l'Église de Rome.

Pour bon nombre de fidèles, ces derniers jours à Toronto auront aussi été, bien sûr, l'ultime chance de voir leur chef spirituel. Un pape vieilli et malade qui réussit pourtant, par son charisme exceptionnel et son indomptable ténacité, à leur faire oublier qu'ils ne se sentent pas très concernés par certaines de ses directives ou par des principes moraux auxquels ils ne souscrivent plus depuis parfois un bon moment. C'est du moins ce qu'indique un récent sondage montrant qu'une très forte majorité de catholiques canadiens seraient tout à fait d'accord avec le mariage des prêtres, le droit pour les femmes d'accéder au sacerdoce, l'élimination des restrictions à la pratique religieuse pour les divorcés, la liberté de chacun en ce qui a trait au contrôle des naissances ou à l'avortement, plus de souplesse et de tolérance face à l'homosexualité, etc.

Les responsables de l'Église canadienne devront, de leur côté, faire le bilan financier de toute l'opération. Et entreprendre de répartir le poids du déficit résultant

d'une participation largement inférieure à ce qui avait été estimé au départ si on tient compte du fait qu'à peine 200 000 jeunes auront répondu à leur invitation plutôt que le demi-million qu'on avait espéré.

Aussi décevants qu'ils leur paraissent, ces chiffres ne sauraient pourtant rendre compte, ni dans un sens ni dans l'autre, des retombées véritables de ces Journées, qui auront permis à des jeunes de toutes les régions du monde de se rencontrer. Pas uniquement pour fêter comme dans un grand happening générationnel. Mais pour découvrir ce qu'ils ont en commun et réfléchir ensemble aux valeurs qui les réunissent. Et au défi qui se présente à eux, qui ont, dans la plupart des cas, choisi de fonctionner au sein d'une Église qui ne leur ressemble pas toujours et leur envoie parfois des messages contradictoires ou même choquants. Des messages où on les invite à la tolérance, au pardon, à la générosité et à l'accueil inconditionnel de l'autre pendant que, au même moment, des cardinaux du Canada, d'Afrique ou d'Australie insistent pour dire que l'Église de Rome est la seule valable, que l'homosexualité est une « abomination » ou encore que la pédophilie chez un prêtre est moins grave que l'avortement... !

Le vrai miracle de ces réunions, c'est peut-être justement que les jeunes aient instinctivement surmonté ces contradictions et les autres irritants pour se concentrer sur ce qui leur paraît essentiel. Et qui leur permettra peut-être de contribuer à l'avènement d'un monde meilleur où chacun aura droit à sa juste part sans égard à sa foi ni à sa tradition religieuse ou culturelle.

### La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur  
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef



Paul Bordeleau, collaboration spéciale

Droits réservés

### OPINIONS

## Après Toronto...

Quelles seront les réelles retombées de la JMJ?



**ANDRÉ TIPHANE**  
L'auteur est prêtre diocésain à Montréal. Il s'est beaucoup engagé dans l'organisation de la Journée mondiale de la jeunesse.

« MAIS POUR QUOI donc ils appellent ça la Journée mondiale de la jeunesse ? », me lance Philippe. La question est pertinente, et elle suggère une autre question : est-ce que les jeunes participent à un événement religieux ou à un immense Woodstock ?

Les premiers intéressés par la JMJ sont d'abord attirés par la personne de Jean Paul II. Personne d'autre sur la planète n'attire et ne déplace autant de jeunes. D'autres sont capotés par la dimension internationale, d'autres enfin par le désir d'une aventure originale. Voilà maintenant que tout cela tire à sa fin. La question habituelle va se poser : finalement, cela va-t-il changer quelque chose ? La Journée mondiale de la jeunesse se situe dans cette gamme d'événements qui ne visent pas un résultat immédiat. L'Église ne se lance pas ici dans une opération marketing pour elle-même. Elle tente de réaliser la mission du Christ, celle de rassembler les gens de tous les peuples et de toutes les cultures, afin que se réalise la promesse d'un monde nouveau.

Difficile à croire pour nous qui sommes plongés dans un système économique où l'agir désintéressé est très peu valorisé. Le vrai don est une denrée rare. Comment oser croire que l'Église puisse agir autrement ?

On est souvent tentés d'affirmer que l'Église cherche à vendre ses cartes de membres (alors que le membership catholique, le baptême, est absolument gratuit !). Personne dans l'Église ne tire un profit matériel d'une conversion du coeur ou d'une adhésion au Christ. Oubliions la thèse économique d'une opération qui chercherait profit matériel.

De véritables fruits surgiront d'abord au plan personnel, par les transformations qui surviennent dans le coeur de ceux et celles qui vivent un tel rassemblement. Dans leur quête de bonheur, à travers les blessures et les difficultés de la vie, ils ont besoin de savoir qu'ils ne sont pas seuls. Qu'ils sont aimés. Qu'ensemble ils peuvent changer

le monde. C'est toute la société qui profite du dynamisme renouvelé qu'imprime la Journée mondiale de la jeunesse dans le coeur des jeunes. Voilà une première grappe de fruits.

#### Et si on dialoguait ?

Les sondages et les propos recueillis démontrent bien que, s'ils sont participants à la JMJ, de nombreux jeunes n'en sont pas pour autant porteurs de tous les principes mis de l'avant par l'Église. Par exemple, beaucoup d'entre eux seraient favorables à l'ordination de femmes ou d'hommes mariés. Plusieurs n'hésitent pas à annoncer leur option en faveur d'une morale sexuelle différente de celle que prône l'Église. Le rassemblement est l'occasion d'innombrables discussions au cours desquelles ils s'expriment librement et partagent leurs opinions. Cela ne semble pas constituer pour ces jeunes une contradiction en soi. Ils sont fascinés par Jean-Paul II, sans pour autant adhérer systématiquement à tout ce qu'il propose.

L'occasion est donnée aux jeunes de se faire entendre, ils sont sur la place publique. Voilà un autre fruit qui pourrait surgir : et si ceux qui portent le message en profitaient pour en accueillir un autre, celui d'une génération différente ? Et si on dialoguait ?

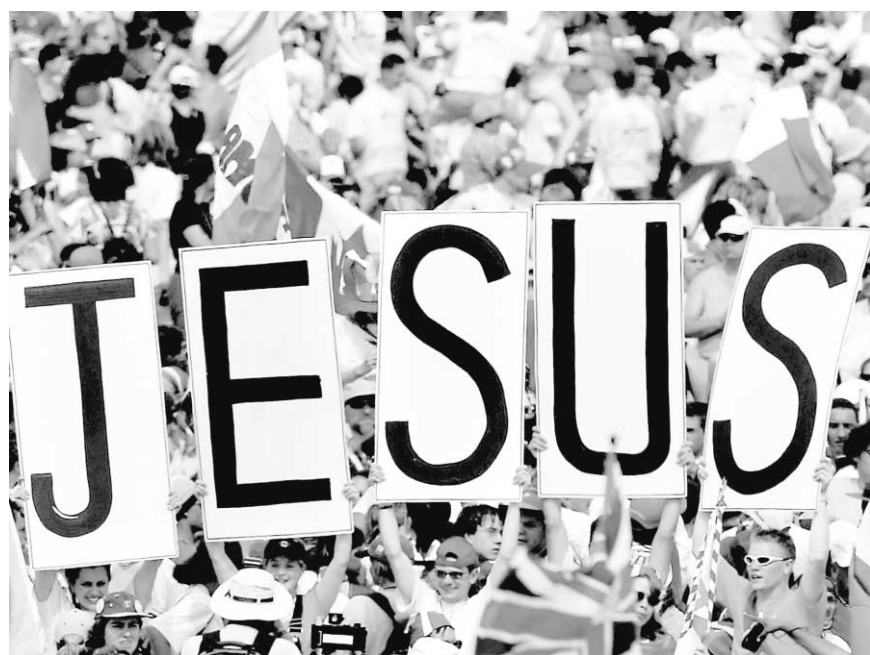
D'aucuns des anciens s'inquiètent, non sans raison, d'une distance soutenue envers les grandes

institutions de tout ordre. Notre système économique libéral favorise l'individualisme au détriment du bien commun, et les jeunes en sont les premières victimes. Toutes les institutions sont en crise. L'Église aussi. Mais, dans la mesure où elle accepte en son sein des jeunes aussi distants de son enseignement, la Journée mondiale de la Jeunesse peut devenir l'emblème d'une institution qui saura traverser la crise.

Cependant, il faudra prendre le temps de vérifier si cet accueil dans la différence est authentique. Il arrive qu'on parle aux jeunes pour tenter de les changer, pour rendre leur comportement conforme à des normes. Le courant dominant prétend que le changement surgira d'un meilleur comportement individuel, évitant ainsi les remises en question de l'institution elle-même.

Rassembler tant de jeunes porteurs d'autant de convictions relève d'une audace peu commune. Le pape connaît les jeunes, ils sait ce qu'ils croient, ce qu'ils contestent. Et pourtant il les invite, les interpelle, les aime. Au nom du Christ, il lance un message : l'unité est d'abord une affaire d'amour, elle ne craint pas la différence, elle n'est pas une utopie.

Si ce message est perçu par les jeunes, personne n'aura raison de questionner la pertinence de l'événement. On ne saurait espérer de meilleurs fruits.



« Rassembler tant de jeunes porteurs d'autant de convictions relève d'une audace peu commune », estime l'auteur.

PHOTOTHÈQUE, La Presse

## Réveillez-vous, les jeunes!



**RÉJEAN BERGERON**  
L'auteur est un Montréalais qui se qualifie de philosophe itinérant.

ILS SONT venus des quatre coins du monde, ils ont entre 16 et 35 ans, ils croient en Dieu. On dit d'eux qu'ils sont les nouveaux pèlerins de l'Église chrétienne. Tout ce beau monde s'est retrouvé à Toronto pour affirmer sa foi, chanter la gloire du Christ, prier ensemble et entendre le message du pape Jean-Paul II, ce représentant de Dieu sur terre...

Les médias, bien alimentés par le clergé, nous ont parlé de cette Journée mondiale de la jeunesse depuis des semaines déjà. Et ils sont plusieurs à avoir vu dans cet événement, dans ce « happening », pour faire plus marketing, un formidable message d'espoir et de confiance en l'avenir de la part des jeunes. Il n'y a pourtant pas matière à se réjouir. Nous sommes en 2002. Notre époque, appuyée par une approche rationnelle et lucide, peut ou pouvait se vanter d'avoir combattu les superstitions, les mythes et la pensée magique. Il semble bien que le travail ne soit pas terminé. Comme nous le révélait un récent sondage de Radio-Canada, ils sont des milliers à croire à un ou des dieux, au diable, aux anges, aux miracles, au paradis après la mort et, dans bien des cas, à l'enfer ; en fait, à tout ce vieux ramassis de croyances et de superstitions vieilles comme le monde.

En effet, 77 % des jeunes Canadiens croient en Dieu, nous dit ce même sondage. C'est beaucoup, c'est trop. Mais, à la base, il ne faut pas oublier que 100 % des enfants adhèrent à ces mythes et à ces superstitions. L'enfant, prisonnier du pourquoi, n'accepte pas une absence de réponse aux questions qu'il se pose tout naturellement. Qui ? Comment ? Pourquoi ? D'où est-ce que je viens ? Où est-ce que je vais ? Quel est le sens de ma vie ? Qu'y a-t-il après la mort ? Comment

tout cela a-t-il bien pu commencer ? L'être humain, tout comme la nature, a horreur du vide. Devant l'absence de réponse, il utilise cette faculté fantastique et étonnante qu'on appelle l'imagination qui lui permet, à la manière d'un demiurge, de se forger des réponses à partir de rien, des réponses sur mesure et tout ça dans le seul but de calmer sa peur, ses angoisses et son sentiment de vide et d'abandon. (...)

#### Sortir de la garderie du Bon Dieu

Les jeunes, c'est le temps de devenir des adultes. D'autant plus que les problèmes auxquels votre génération sera confrontée seront énormes, titanesques même : pauvreté et faim dans le monde, pollution et problèmes environnementaux de toutes sortes, épidémie du sida, guerres, etc. Vous aurez besoin de toute votre tête, de toute votre lucidité, de toute votre liberté de pensée pour prendre ces problèmes à bras-le-cors. Méfiez-vous de ce carcan que représente la religion. Croyez en vous, en l'homme, pas en ces chimères que l'on nomme Dieu, diable, ou anges. Ayez le sens de la terre au lieu de regarder vers le ciel.

Et surtout, mettez la main à la pâte au lieu de prier en vous tenant par la main. Il y a tant à faire, votre voisin a tellement besoin de vous.

Oui, je sais, la religion vous rend tellement heureux, c'est tellement réconfortant pour vous d'avoir la foi, de savoir que Dieu vous aime, de croire à la réincarnation et aussi au paradis après la mort, d'avoir des réponses toutes faites à vos questions ; en somme, de vous construire une religion à la carte. Mais le vrai courage de l'homme réside dans cet effort de lucidité qui consiste à regarder le monde tel qu'il est, dans sa beauté comme dans sa laideur, dans ses non-sens et ses multiples contradictions.

Aucun Dieu ne veille sur nous. L'être humain est seul, livré à lui-même. Évidemment, lorsqu'on s'attarde à cette affirmation, le vertige ou une sorte d'angoisse existentielle peut s'emparer de nous. Mais c'est le prix à payer pour être libre et digne de parfois être heureux.

« L'être humain est seul, livré à lui-même. »

## À votre tour

# « Laissez-nous souper ! »

VINCENT ARSENEAU

L'auteur habite à Sainte-Thérèse.



S'IL Y A une chose qui m'a frappé lorsque je suis arrivé à Sainte-Thérèse, ce sont ces appels téléphoniques inopportuns au moment du souper, lorsque la marmaille est installée pour le repas et que la mère et le père tentent péniblement de se relever d'une course affolante qui dure depuis 5 h du matin.

Je suis habituellement très courtois au téléphone envers mes interlocuteurs, car dans une autre vie j'ai dû la gagner en approchant les clients de cette façon : télé-marketing oblige !

Après six ans de harcèlement intensif entre 18 h et 18 h 30 chaque soir, été comme hiver, j'ai flanché. Je suis d'une brutalité sans borne et je raccroche lorsque la personne demande le maître de la maison.

Il n'y a plus de maître ! Il est abruti au bout de la table, éreinté par deux heures de transport en commun, exténué par une vie au travail de plus en plus exigeante, ne sachant pas s'il aura son poste l'an prochain, coincé entre l'hypothèque et les impôts, rattrapé constamment par les paiements de services de cet immense jeu de Monopoly, ne sachant s'il sera avalé par un serpent de la finance au bout de la rue Parchési.

Sa conjointe à son chevet n'est guère mieux. Ministre de la culture et de l'approvisionnement, elle se lève à 4 h 45, utilise les produits publicisés par le publipostage afin de se montrer présentable tout le jour durant, comme l'exigent nos coutumes cosmétiques. Elle fait de longues journées et médite sur l'hypothétique mais toujours possible énième restructuration du bureau. Elle se tape tout de même deux heures de transport par route, se précipite au service de garde, qui trouve le moyen de juger qu'on laisse les enfants trop longtemps (propos réellement entendus, comme si cela nous faisait plaisir de parquer nos « flots » ailleurs, en attendant de rentrer du travail), pour s'éclater devant la cuisinière électrique, confectionner un repas que certains n'apprécieront pas. Les jeunes députés de l'opposition autour de la table ont la critique facile.

Sonnerie !

— Oui, allô !

— Bonsoir monsieur Arseneau, je suis Sylvie...

— Sylvie qui ?

— Sylvie, de la Société d'évaluation énergétique résidentielle et commerciale.

Leur discours est toujours enveloppé dans quelque chose de noble, l'économie d'énergie, l'écologie, les réserves de la planète, du système solaire, de la Voie lactée peut-être.



Photo DENIS COURVILLE, La Presse ©

Vincent Arseneau et ses fils Marc-Antoine et Jérémie tentent tant bien que mal de prendre le repas du soir sans être constamment harcelés par de la sollicitation téléphonique.

De plus, il est devenu virtuellement impossible d'obtenir leur nom de famille. Même tendance chez les gouvernements. Il m'est arrivé une fois de réclamer le nom de famille de la personne d'un service du fédéral à qui je parlais. Interrogatoire en règle à savoir ce que je voulais faire avec son nom de famille. Essayez de parler à un supérieur pour voir. Bonne chance, à condition de survivre aux méandres du système des boîtes vocales !

Leur projet est toujours un sondage, une étude, un « Nous sommes dans votre quartier, il ne faut absolument pas rater cette occasion... »

Que va-t-il arriver si je rate cette occasion, une météorite, un cataclysme, un ouragan ? Je suis davantage préoccupé par la phobie des tornades de l'un de mes fils que par l'occasion ratée. Quelle occasion ? L'occasion de qui ? Si l'on me garantit que Jérémie n'aura plus peur des tornades pour la vie avec une thermopompe, trois cellulaires, 28 abonnements de journaux ou de revues, sans

compter les portes et fenêtres, une nouvelle toiture, une serre, les centres de conditionnement physique, les nouvelles voitures... Je suis preneur.

Nous sommes maintenant dans une société de pré-noms, une société anonyme ou Ils (les Big Brothers du commerce) connaissent tout sur moi, mes revenus, ma consommation, l'âge des membres du ménage, pour qui je ne suis personne, ni ma conjointe, ni mes enfants, mais un tube digestif, un épiderme, un animal en état de besoins qu'il faut stimuler à tout prix, qu'il faut énerver jusqu'à ce qu'il craque et, pris de panique, se précipite dans un centre commercial pour satisfaire ses bas instincts de consommateur. Ou mieux, qu'il ouvre sa porte pour qu'on viole son intérieur. Ce qui est effectivement arrivé récemment.

Atteint à ma tondeuse à gazon, sur une pelouse impeccable d'où les maringouins ont finalement disparu (bientôt les oiseaux, qui sait), je médite à tout cela, me disant que

puisque aucune loi ne peut me protéger de ces appels obscènes à 18 h le soir pour me vendre ce dont je n'ai réellement pas besoin, il me reste l'impolitesse et le réflexe brutal de raccrocher pour éloigner ces vendeurs ignares.

Dernier sprint. Un soir, au printemps, au cinquième appel en une heure, mes plombs ont sauté. Les enfants, avec raison, ont cru que j'étais devenu fou. J'ai ouvert la porte arrière et j'ai hurlé dehors jusqu'à perdre la voix.

Moi qui, à une autre époque, manifestais au téléphone tellement de courtoisie et de politesse, dépourvu de patience, il ne me reste plus que ces mots à leur dire : « Laissez-nous souper, stie ! »

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Arseneau recevra une copie laminée de cette page.

## Encombrants, les vélos sur nos routes ?

La lettre de M. Guy Bourgeois parue dans *La Presse* de dimanche dernier, sous le titre « Vélo et route de campagne : c'est pas l'idéal ! », nous a valu un abondant courrier. Des opinions partagées, évidemment.

**OUI :** Les pistes cyclables devraient être les seules voies permises au vélo

ANTOINE NORMAND  
L'auteur réside à Aylmer.

UN COUP d'oeil aux statistiques de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) nous apprend qu'aucune route n'est idéale pour les vélos. En effet, en l'année 2000, on a dénombré 2713 victimes d'un accident impliquant un vélo. Si on répartit ce chiffre sur 27 semaines, entre le 15 mars et la mi-octobre, c'est plus de 100 victimes par semaine ; un chiffre terrifiant. Parmi les victimes, les jeunes de moins de 14 ans représentaient 27 % des décès et 36 % des victimes avec blessures graves.

Qui de nous n'a pas été témoin d'un cycliste qui ne respecte pas le Code de la route ? Le Code oblige pourtant tout cycliste aux mêmes règles que les véhicules motorisés.

Ainsi, peut-on lire dans le Code de la sécurité routière : « Il est interdit de s'engager à l'envers sur une voie à sens unique ; on doit rouler dans le sens de la circulation et à droite de la chaussée ; même si la voie est libre, le feu rouge et le panneau d'arrêt commandent une immobilisation complète de la bicyclette ; il faut attendre que le feu passe au vert avant de repartir ; il faut accorder la priorité de passage à tout véhicule circulant sur la voie dans laquelle vous voulez vous engager ; il faut circuler à la file quand on

roule à plus d'un ; il faut munir la bicyclette des équipements de visibilité obligatoires ; il est interdit de circuler avec un baladeur ou des écouteurs ; il est interdit de circuler entre deux rangées de véhicules immobilisés ou en mouvement ».

Combien de cyclistes connaissent ces obligations et ces interdictions ? Combien de cyclistes les respectent ? Selon la SAAQ la majorité des victimes décédées sont des hommes et 80 % des décès résultent de blessures à la tête. La dernière enquête révèle que seulement 20 % des jeunes de 10 à 15 ans portent un casque protecteur en vélo.

Il est urgent de se demander ce que font les bicyclettes dans nos rues et sur nos routes ? La bicyclette est maintenant un équipement de sport et de loisir. Ce n'est pas un mode de transport urbain ou inter-villes. Les pistes cyclables devraient être les seules voies permises au vélo.

De nos jours, on ne circule pas dans les rues à cheval, en véhicules tout terrain (VTT), en motoneige, à ski de fond ou en patins à glace. Il paraît urgent d'interdire, hors des pistes cyclables, les patins à roues alignées, les trottinettes, les roulis-roulant et les bicyclettes.

De même qu'on transporte nos équipements de sports jusqu'aux sites où on peut s'y adonner à loisir, il faudrait en faire autant pour la bicyclette et mettre fin à cette tuerie.

**NON :** Le vélo n'est pas qu'une activité de loisir, c'est aussi un moyen de transport

MANON GÉLINAS  
L'auteure est une Irbervilleoise.

Monsieur Bourgeois,

À LA SUITE de la lecture de votre texte, je dois vous avouer que je suis restée perplexe. Vous mentionnez avoir failli tuer deux cyclistes en plein jour sans être en boisson. Les cyclistes n'ont donc pas leur place sur les routes de campagne.

Pourtant, en 1987, le Code de la sécurité routière a été amendé afin de reconnaître les cyclistes comme des usagers de la route. Il est vrai que les cyclistes doivent agir de façon responsable et qu'ils doivent respecter la loi, ce qu'ils ne font pas toujours. Mais au Québec, les cyclistes ont le droit de circuler sur la majorité des routes, y compris plusieurs rangs de campagne.

J'emprunte moi-même les routes de campagne en vélo, en motocyclette et en automobile et je suis forcée de constater que plusieurs automobilistes y conduisent dangereusement. La limite de vitesse maximale (plus 10 % à 20 %) est souvent perçue comme la vitesse normale pour circuler sur ces routes sinueuses. Plusieurs fois, j'ai constaté que des automobilistes y circulaient beaucoup plus rapidement que la vitesse prescrite. Rarement les automobilistes prennent en compte la signalisation de danger qui les invite à ralentir avant certaines cour-

bes ou autres obstacles. Peu d'automobilistes respectent les distances nécessaires entre leur véhicule et celui qui les précède afin d'assurer un minimum de sécurité.

De plus, sur les routes de campagne nous trouvons, en plus des automobilistes et des cyclistes, des agriculteurs avec leur matériel aratoire, des camions lourds, des traverses pour les animaux et pour divers véhicules. En bordure de ces mêmes routes nous retrouvons des commerces et divers lieux d'intérêts.

Tout autant de raisons, trop souvent oubliées, pour conduire prudemment.

Je salue votre effort de faire du vélo sur des voies désignées. Le vélo n'est toutefois pas qu'une activité de loisir, mais aussi un moyen de transport pour plusieurs. Il serait utopique de croire possible l'installation de telles voies partout au Québec pour répondre au besoin de déplacement des cyclistes.

Donc contrairement à votre conclusion, et dans l'espoir de voir les Québécois en meilleure forme physique et de diminuer la pollution, je crois que nous nous devons d'investir les routes de campagne en vélo et que les automobilistes doivent conduire prudemment comme tous les autres usagers de la route.

Roulez allègrement et soyez prudent.

## Poursuites policières et courses folles...

ROLLANDE THIBODEAU  
L'auteure est une résidente de Sherbrooke.

LES POURSUITES policières sont nombreuses et nous sont rapportées régulièrement. Mais il me semble qu'elles sont rarement remises en question. Ces poursuites m'ont toujours semblé dangereuses. Déjà, au niveau du vocabulaire utilisé pour les décrire, on voit bien que ces événements ne sont pas à prendre à la légère : bien sou-

vent, les journalistes en parleront en termes de « poursuites infernales, de courses folles, de folles cavales », etc. Alors, comment ne pas réagir devant ce genre d'événements ?

Il faut le rappeler, cette situation destructrice qui commence et se termine sur la voie publique reste une menace à notre sécurité à tous, policiers y compris. Les faits sont là, les poursuites font des victimes, aussi bien innocentes que coupables. Les statistiques le prouvent.

Mais, direz-vous, dans les cas de vols d'autos, si la police veut récupérer l'auto, comment faire autrement ? La police n'est pas là pour réfléchir, mais bien pour agir et « pognier le voleur, mort ou vif ! »

Or, si on prend le temps de réfléchir, on peut se poser bien des questions : A-t-on le droit de mettre la vie d'une personne en danger, fut-elle celle d'un voleur ? A-t-on le droit de la mener à un état d'épuisement tel qu'il lui sera devenu indifférent de vivre ou de mourir ? A-t-on le droit d'exposer

la vie d'honnêtes citoyens ?

Les baleines dans le fleuve sont-elles mieux protégées ? Il semble que oui, si on se fie au dernier règlement qui contient des mesures touchant les distances et les limites de vitesse à respecter pour les opérateurs d'embarcation. Il ne faut pas épuiser les baleines ! Le code de conduite adopté, nous dit-on, est « le fruit de laborieuses discussions entre les gouvernements, la population locale, l'industrie et les organismes de conservation. » (*La Presse*, 13 juillet 2002). Et c'est bien,

car les baleines sont pour nous un bien inestimable. Mais que fait-on pour cet autre « animal raisonnable » que nous sommes, peut-on dire qu'on a pour lui la même sollicitude ?

Finalement, que dire de ceux qui ignorent que le droit à la vie et à la sécurité d'une personne est fondamental, selon la Charte des droits et libertés ? C'est tellement fondamental, à mon sens, qu'une dernière question se pose : faut-il imposer un moratoire sur les poursuites policières ?

# LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

## Pierre Lassonde

**Président-directeur du plus important producteur d'or au monde, Pierre Lassonde vient de recevoir le prix Mérite de l'association des diplômés de Polytechnique.**

JEAN-PAUL SOULIÉ

**P**ierre Lassonde est né à Saint-Hyacinthe il y a 54 ans. Il passe naturellement par le séminaire de sa ville natale, puis fait Polytechnique à l'Université de Montréal en rêvant de construction, de grands projets architecturaux. La vie en décide autrement: il suit sa femme, Claudette Mackay-Lassonde, qui est engagée dans sa spécialité (l'énergie atomique) par l'énorme compagnie d'ingénierie Bechtel, à San Francisco. Bechtel offre à Pierre Lassonde un poste «au bas de l'échelle», comme analyste des coûts dans la division des mines et métaux. «Le concierge de la firme était juste au-dessus de moi, parce qu'il était plus ancien, dit-il en riant. Moi, j'arrivais avec mon diplôme d'ingénieur en génie électrique de Poly, à Montréal, et une MBA de l'Université de l'Utah, acquise en 1973. En deux ans, en me frottant aux 120 diplômés de mon groupe, qui sortaient tous de Stanford, de UCLA et d'autres grandes universités, j'ai appris énormément.»

À la fin des années 70, Pierre Lassonde, qui a commencé à investir dans de petites sociétés minières, fonde avec son collègue Seymour Schulich une petite société, Franco Nevada. Revenu à Toronto, il travaille au projet d'Inco en Indonésie. «J'ai découvert l'immense beauté du domaine minier, dit Pierre Lassonde, toujours enthousiaste. Avec un trou de forage, on peut créer un milliard de dollars de richesse.» Encore faut-il avoir la chance avec soi, mais Franco Nevada va «gagner la loterie» cinq fois. Quand la très ancienne compagnie minière Newmont (créée en 1921) a racheté Franco Nevada, en février dernier, cette dernière valait cinq milliards de dollars canadiens. Pierre Lassonde devient le président de Newmont. «Il y a quelques semaines, nous étions classés 350<sup>e</sup> compagnie au monde, tous secteurs confondus. Dans le domaine minier, en termes de capitalisation, nous étions

sixièmes, derrière RTZ, Alcan, Alcoa, etc. Mais dans le domaine de l'or, nous sommes le numéro un.»

L'Association des diplômés de Polytechnique vient de décerner son prix Mérite 2002 au président-directeur de Franco-Nevada Newmont Mining Corporation, plus important producteur d'or au monde et présent sur les cinq continents, et reconnaît en lui «une sommité dans le secteur des mines et des métaux précieux». *La Presse* salue l'impressionnante réussite de Pierre Lassonde et le nomme Personnalité de la semaine.

La plus grande partie de l'actif de Newmont est concentrée au Nevada, en Australie et au Pérou. La compagnie possède également des mines en Ontario, mais rien au Québec pour le moment. «Nous surveillons attentivement le Grand Nord, entre l'Ungava et le Témiscamingue, dit Pierre Lassonde. On a beaucoup prospecté en Abitibi, mais il reste des espaces immenses, trop vastes pour qu'il n'y ait rien. On va y faire des découvertes très importantes.»

Aujourd'hui basé à Denver, au Colorado, pour ses affaires, Pierre Lassonde a conservé son domicile à Toronto, où il garde son imposante collection d'oeuvres de peintres canadiens (ce serait trop compliqué de les déménager). Mais il n'a pas rompu ses liens avec le Québec. Il continue la série de bonnes oeuvres entreprises avec son épouse (décédée il y a deux ans et demi), en particulier à l'école secondaire Marie-Clarac, de Montréal-Nord, qui aide les jeunes filles à accéder à l'université, et dans diverses fondations. Ses deux enfants, un garçon et une fille, tous deux ingénieurs, s'occupent des placements de la compagnie familiale et d'une société de jeux sur Internet.

Pierre Lassonde passe la moitié de sa vie en voyage un peu partout dans le monde. «En Afrique du Sud, nous nous sommes heurtés à un refus du gouvernement. La Russie? C'est un important producteur, mais à qui

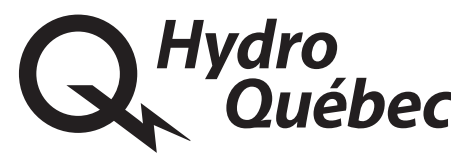


«Il y a quelques semaines, nous étions classés 350<sup>e</sup> compagnie au monde. Mais dans le domaine de l'or, nous le sommes numéro un.»

appartiennent réellement les propriétés minières? La situation n'est pas encore très claire, même si c'est mieux qu'il y a cinq ou sept ans. Mais nous opérons de façon très satisfaisante avec l'Ouzbékistan, dans un *joint-venture* avec le gouvernement qui n'a aucun problème et où nous produisons 450 000 onces d'or par année. Un vrai succès.»

Difficile de ne pas demander au premier producteur mondial d'or ce qu'il pense de l'avenir du prix du précieux métal. «Les prédictions sont impossibles. Mais le facteur le plus important, c'est la situation de la devise américaine. L'or, c'est l'anti-dollar US, la valeur refuge. Si le billet vert perd 10% par rapport à l'euro, si l'euro se raffermir davantage, l'once d'or pourrait atteindre 345\$ à 350\$

dans la prochaine année.» Ce qui ne lui déplairait pas, visiblement. Pour comprendre tout ça, il faut lire le *Gold Book, The Complete Investment guide to Precious Metals*, le livre qu'il a écrit et qui en est à sa sixième édition. Le 1<sup>er</sup> octobre prochain, à travers tous ces voyages, Pierre Lassonde assistera certainement au lancement par les Éditions de l'Homme du quatrième ouvrage de recettes de sa maman, Juliette Lassonde, une ancienne journaliste du *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Seront aussi présents à cette réception son frère, juge à la cour provinciale du Québec, son autre frère, chirurgien à l'Hôpital Maisonneuve, et peut-être sa soeur, qui vit à Genève. Une belle réunion autour de celle que ses amis appellent déjà la Golden Mom.





**Franco Nuovo**  
C'est bien meilleur le matin du lundi au vendredi de **5h à 9h**



Première Chaîne

Retrouvez  
**La personnalité de la semaine**  
La Presse/  
Radio-Canada  
demain matin



**Matin Express**  
avec Michel Viens  
du lundi au vendredi de **7h30 à 9h**

